

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

DE LA

PROCÉDURE DE MISE EN DEMEURE

EN

MATIÈRE D'HYGIÈNE

ET DE

SÉCURITÉ DES TRAVAILLEURS

*(Loi du 12 Juin 1893 — 11 Juillet 1903
et Loi du 31 Décembre 1912)*

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Samedi 30 Mai 1914, à 3 heures du soir

PAR

RAYMOND GUYARD

Président : M. JAY, professeur

*Suffragants : { MM. Ch. GIDE, professeur
CAPITANT, professeur*

PARIS (3^e)

M. GIARD & É. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

1914



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41551612_0066

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

DE LA

PROCÉDURE DE MISE EN DEMEURE

EN

MATIÈRE D'HYGIÈNE

ET DE

SÉCURITÉ DES TRAVAILLEURS

*(Loi du 12 Juin 1893 — 11 Juillet 1903
et Loi du 31 Décembre 1912)*

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Samedi 30 Mai 1914, à 3 heures du soir

R. UNIV.

BIBLIOTHEEK

LEIDEN

PAR

RAYMOND GUYARD

Président : M. JAY, professeur

Suffragants : { MM. CH. GIDE, professeur
CAPITANT, professeur

PARIS (5°)

M. GIARD & É. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

1914

A MON PÈRE ET A MA MÈRE

INTRODUCTION

« Il n'est pas de réformes plus désirables que celles
« qui doivent conduire à l'amélioration de la santé
« du Travailleur, à l'assainissement des locaux où il
« doit passer sa vie, à la salubrité des ateliers, à la
« création des moyens de protection, destinés à don-
« ner autant que possible à l'ouvrier toute sécurité,
« pendant le rude labeur qui doit absorber toute son
« attention. »

Ainsi s'exprimait M. Liébaut dans un rapport présenté au comité consultatif des Arts et Manufactures, le 21 mai 1890, sur le projet de loi relatif à la sécurité des Travailleurs dans les établissements industriels, et à la salubrité de ces établissements, présenté à la Chambre des Députés par M. Lockroy, le 13 janvier 1887.

Au commencement du xix^e siècle, malgré le développement considérable pris par la grande industrie,

la législation protectrice du travailleur avait été peu abondante.

Loi du 22 mars 1841.

La loi du 22 mars 1841, relative au Travail des enfants employés :

1° dans les usines, manufactures et ateliers à moteur mécanique ou à feu continu, et dans leurs dépendances ;

2° dans toute fabrique occupant plus de 20 ouvriers réunis en atelier,

ne contient que fort peu de dispositions se rattachant à l'hygiène et à la sécurité.

Il y est dit dans l'article 7 que des règlements d'administration pourront :

« Déterminer des fabriques où, pour cause de danger ou d'insalubrité, les enfants au-dessous de 16 ans ne pourront point être employés ;

« Interdire aux enfants, dans les ateliers où ils sont admis, certains genres de travaux dangereux ou nuisibles ».

D'après l'article 8 des règlements d'administration publique devront :

« Assurer les conditions de salubrité et de sécurité nécessaires à la vie et à la santé des enfants ».

Donc, dispositions très vagues introduites dans une

loi qui, par suite de l'absence de tout contrôle sérieux et du peu d'intérêt que l'on portait encore à cette époque aux questions ouvrières ne furent pas appliquées.

Loi du 19 mai 1874.

Dans la loi du 19 mai 1874, qui abroge la loi du 22 mars 1841 et détermine sous quelles conditions « les enfants et filles mineures peuvent être employés à un travail industriel dans les manufactures, fabriques, usines, mines, chantiers et ateliers », les mesures concernant l'hygiène et la sécurité se précisent et deviennent plus nombreuses.

« *Art. 12.* — Des règlements d'administration publique détermineront les différents genres de travaux « présentant des causes de danger ou excédant leurs « forces, qui sont interdits aux enfants dans les ateliers où ils seront admis (1).

« *Art. 13.* — Les enfants ne pourront être employés « dans les fabriques et ateliers indiqués au tableau officiel des établissements insalubres ou dangereux, que « sous les conditions spéciales déterminées par un règlement d'administration publique (2).

« Cette interdiction sera généralement appliquée à « toutes les opérations où l'ouvrier est exposé à des

(1) Décret des 13 mai 1875, 2 mars 1877 et 31 octobre 1882.

(2) Décret du 14 mai 1875.

« manipulations ou à des émanations préjudiciables à
« sa santé.

« En attendant la publication de ce règlement, il est
« interdit d'employer les enfants âgés de moins de
« 16 ans :

« 1° Dans les ateliers où l'on manipule des matières
« explosibles et dans ceux où l'on fabrique des mé-
« langes détonants, tels que poudre, fulminates, etc...,
« ou tous autres éclatant par le choc ou par le contact
« d'un corps enflammé ;

« 2° Dans les ateliers destinés à la préparation, à la
« distillation ou à la manipulation de substances cor-
« rosives, vénéneuses et de celles qui dégagent des
« gaz délétères ou explosibles.

« La même interdiction s'applique aux travaux
« dangereux ou malsains tels que :

« L'aiguillage ou le polissage à sec des objets en
« métal et des verres ou cristaux ;

« Le battage ou grattage à sec des plombs carbona-
« tés, dans les fabriques de céruse ;

« Le grattage à sec d'émaux à base d'oxyde de
« plomb, dans les fabriques de verre dits de mousseline ;

« L'étamage au mercure des glaces ;

« La dorure au mercure.

« Art. 14. — Les ateliers doivent être tenus dans
« un état constant de propreté et convenablement
« ventilés.

« Ils doivent présenter toutes les conditions de sécu-

« rité et de salubrité nécessaires à la santé des en-
« fants.

« Dans les usines à moteurs mécaniques, les roues,
« les courroies, les engrenages ou tout autre appareil,
« dans le cas où il aura été constaté qu'ils présentent
« une cause de danger, seront séparés des ouvriers,
« de telle manière que l'approche n'en soit possible
« que pour les besoins du service.

« Les puits, trappes et ouvertures de descente doi-
« vent être clôturés ».

La loi du 19 mai 1874 fut plus rigoureusement
appliquée que la loi du 22 mars 1841, elle organisait
l'inspection du Travail.

Loi du 2 novembre 1892.

La loi du 2 novembre 1892 sur le travail des en-
fants, filles mineures et femmes dans les établissements
industriels abrogea la loi du 19 mai 1874.

« Art. 1^{er}. — Le travail des enfants, des filles mi-
« neures et des femmes dans les usines, manufactures,
« mines, minières et carrières, chantiers, ateliers et
« leurs dépendances de quelque nature que ce soit, pu-
« blics ou privés, laïques ou religieux, même lorsque
« ces établissements ont un caractère d'enseignement
« professionnel ou de bienfaisance, est soumis aux
« obligations déterminées par la présente loi ».

La Section V est consacrée à l'hygiène et à la sécurité.

« *Art. 12.* — Les différents genres de travail présentant des causes de dangers ou excédant les forces, ou dangereux pour la moralité seront déterminés par des règlements d'administration publique (1).

« *Art. 13.* — Les femmes, filles et enfants ne peuvent être employés dans des établissements insalubres ou dangereux, où l'ouvrier est exposé à des manipulations ou à des émanations préjudiciables à sa santé, que sous les conditions spéciales déterminées par des règlements d'administration publique pour chacune de ces catégories de Travailleurs.

« *Art. 14.* — Les établissements visés dans l'article 1^{er} et leurs dépendances doivent être tenus dans un état constant de propreté, convenablement éclairés et ventilés. Ils doivent présenter toutes les conditions de sécurité et de salubrité nécessaires à la santé du personnel.

« Dans tout établissement contenant des appareils mécaniques, les roues, les courroies, les engrenages

(1) Décret du 13 mai 1893 sur les travaux dangereux pour les enfants et les femmes modifié par les décrets des 21 juin 1897, 20 avril 1899, 3 mai 1900, 22 novembre 1904, 7 mars, 10 septembre et 15 décembre 1908, 7 mars 1910 et 8 octobre 1911.

Décret du 28 décembre 1909 portant réglementation du Travail des femmes et des enfants employés dans l'industrie et le commerce. Limites des charges qui peuvent être portées, traînées ou poussées par les enfants ou les femmes.

« ou tout autre organe pouvant offrir une cause de
« danger seront séparés des ouvriers de telle manière
« que l'approche n'en soit possible que pour les besoins
« du service.

« Les puits, trappes et ouvertures de descente doi-
« vent être clôturés. »

Loi du 12 juin 1893-11 juillet 1903.

Jusqu'ici nous n'avons rencontré que des lois protégeant certaines catégories de Travailleurs. La loi du 12 juin 1893-11 juillet 1903 concerne « l'hygiène et la sécurité des Travailleurs ». L'art. 1^{er} indique les établissements assujettis.

« Sont soumis aux dispositions de la présente loi les
« manufactures, fabriques, usines, chantiers, ateliers,
« laboratoires, cuisines, caves et chais, magasins, bou-
« tiques, bureaux, entreprises de chargement et de
« déchargement et leurs dépendances, de quelque
« nature que ce soit, publics ou privés, laïques ou reli-
« gieux, même lorsque ces établissements ont un ca-
« ractère professionnel ou de bienfaisance.

« Sont seuls exceptés les établissements où ne sont
« employés que les membres de la famille, sous l'au-
« torité soit du père, soit de la mère, soit du tuteur.

« Néanmoins, si le travail s'y fait à l'aide de chau-
« dière à vapeur ou de moteur mécanique, ou si l'in-
« dustrie exercée est classée au nombre des établisse-

« ments dangereux ou insalubres, l'inspecteur aura le
« droit de prescrire les mesures de sécurité et de salu-
« brité à prendre conformément aux dispositions de la
« présente loi ».

L'article 1^{er} de la loi de 1893 ne visait que les
« manufactures, fabriques, usines, chantiers, ateliers
de tout genre et leurs dépendances », la loi du
11 juillet 1903 compléta cette énumération.

Les articles 2 et 3 indiquent comment le législateur
veut protéger les ouvriers :

« Art. 2. — Les établissements visés à l'article 1^{er}
« doivent être tenus dans un état constant de propreté
« et présenter les conditions d'hygiène et de salubrité
« nécessaires à la santé du personnel.

« Ils doivent être aménagés de manière à garantir
« la sécurité des Travailleurs. Dans tout établissement
« fonctionnant par des appareils mécaniques, les roues,
« les courroies, les engrenages ou tout autre organe
« pouvant offrir une cause de danger seront séparés
« des ouvriers de telle manière que l'approche n'en
« soit possible que pour les besoins du service.

« Les puits, trappes et ouvertures doivent être clô-
« turés.

« Les machines, mécanismes, appareils de trans-
« mission, outils et engins doivent être installés et
« tenus dans les meilleures conditions de sécurité.

« Les dispositions qui précèdent sont applicables
« aux théâtres, cirques et autres établissements

« similaires où il est fait emploi d'appareils méca-
« niques.

« Art. 3. — Des règlements d'administration pu-
« blique, rendus après avis du comité consultatif des
« arts et manufactures, détermineront :

« 1° Les mesures générales de protection et de salu-
« brité applicables à tous les établissements assujettis,
« notamment en ce qui concerne l'éclairage, l'aération
« ou la ventilation, les eaux potables, les fosses d'ai-
« sances, l'évacuation des poussières et vapeurs, les
« précautions à prendre contre les incendies, le cou-
« chage du personnel, etc...

« 2° Au fur et à mesure des nécessités constatées,
« les prescriptions particulières relatives soit à cer-
« taines professions, soit à certains modes de tra-
« vail.

« Le comité consultatif d'hygiène publique de
« France sera appelé à donner son avis en ce qui con-
« cerne les règlements généraux prévus sous le 1° du
« présent article ».

L'article 3 prévoit donc deux sortes de décrets : les
uns généraux, les autres spéciaux.

DÉCRETS GÉNÉRAUX

Il y en eut deux :

1° Le décret du 6 mars 1894, remplacé par celui
du 29 novembre 1904, complété lui-même par les

décrets des 6 août 1905, 22 mars 1906, 11 juillet 1907, 7 décembre 1907, 4 avril 1910 et 2 juin 1911.

a) Les articles 1 à 9 ont trait à l'hygiène :

Le sol doit être nettoyé à fond une fois par jour ;

Il doit être imperméable, pas de matières putrescibles dans les lieux où travaillent les ouvriers ;

Les égouts ne devront pas communiquer avec les ateliers, les évierS seront formés de matériaux imperméables ; ils ne devront dégager aucune odeur. Les ouvriers ne travailleront pas dans des fosses où se trouvent des gaz délétères avant d'avoir été attachés par une ceinture de sûreté ;

Pas de communication entre les fosses d'aisances et les locaux où le personnel séjourne ;

Il devra y avoir dans les ateliers un cube d'air suffisant ; en hiver il faudra chauffer ;

Les gaz insalubres et toxiques, les buées, les vapeurs, poussières légères seront évacués aussitôt que possible ;

En principe, les ouvriers ou employés ne doivent pas prendre leurs repas là où ils travaillent ;

Pendant les interruptions de travail l'air sera entièrement renouvelé.

b) Les articles 10 à 18 se rapportent à la sécurité.

Les moteurs, turbines, dynamos seront isolés, les escaliers solides et munis de fortes rampes, les puits, trappes, cuves, etc... munis de solides barrières ou garde-corps, de même les passerelles. Les échafau-

dages devront avoir sur toutes leurs faces des garde-corps rigides de 90 centimètres de haut ;

Des précautions minutieuses concernent les monte-charges, ascenseurs, élévateurs ;

Des dispositifs protecteurs devront envelopper les pièces saillantes mobiles des machines ; la mise en train et l'arrêt des moteurs sont soumis à des prescriptions rigoureuses ;

Des installations spéciales sont prévues pour le nettoyage et le graissage des organes mécaniques ;

Des sorties nombreuses permettront l'évacuation rapide des ateliers en cas d'incendie ou d'explosion ;

Les escaliers seront en matériaux incombustibles ;

L'éclairage et le chauffage sont réglementés d'une façon précise ;

Les ouvriers qui approchent des machines devront avoir des vêtements ajustés et non flottants.

2° Décret du 28 juillet 1904 relatif au couchage du personnel.

DÉCRETS PARTICULIERS

1° Décret du 29 juin 1895 réglementant le travail dans les fabriques de vert de Schweinfurt ;

2° Décret du 18 juillet 1902 réglementant l'emploi du blanc de céruse dans l'industrie de la peinture en bâtiments ;

3° Décret du 15 juillet 1904 étendant à tous les travaux de peinture les dispositions du décret du 18 juillet 1902 ;

4° Décret du 21 novembre 1902 interdisant l'opération dite « pompage » dans l'industrie de la poterie d'étain ;

5° Décret du 4 avril 1905 concernant la manipulation du linge sale dans les ateliers de blanchissage ;

6° Décret du 11 juillet 1907 concernant la sécurité des Travailleurs dans les établissements mettant en œuvre des courants électriques, modifié le 13 août 1912 ;

7° Décret du 23 avril 1908 prescrivant des mesures particulières d'hygiène dans les industries où le personnel est exposé à l'intoxication saturnine ;

8° Décret du 15 décembre 1908 prescrivant les mesures particulières d'hygiène et de salubrité dans les chantiers des travaux à l'air comprimé (modifié le 21 avril 1910) ;

9° Décret du 28 décembre 1909 organisant le service médical dans les industries où le personnel est exposé à l'infection saturnine ;

10° Décret du 22 août 1910 prescrivant les mesures particulières dans les établissements dont le personnel est exposé à l'infection charbonneuse ;

11° Décret du 2 juin 1911 prescrivant les mesures particulières d'hygiène dans l'industrie de la couperie de poils ;

12° Décret du 8 octobre 1911 relatif au soufflage à la bouche dans les verreries ;

13° Décret du 12 octobre 1911 déterminant les prescriptions particulières relatives à l'emploi du ciment à prise rapide ;

14° Décret du 30 novembre 1911 interdisant l'emploi dans les établissements de l'industrie textile, des cotons, ouates, gazes et autres objets ayant servi à des pansements.

CHAPITRE PREMIER

DE LA MISE EN DEMEURE

L'article 6 de la loi du 12 juin 1893, en créant la procédure de mise en demeure, introduisait un élément nouveau dans notre législation de protection ouvrière.

Jusqu'alors toute contravention aux lois et aux règlements d'administration publique pouvait être poursuivie immédiatement, devant les tribunaux, après procès-verbal dressé par l'inspecteur. La loi du 12 juin 1893 fit une distinction : pour les contraventions qu'elle prévoyait elle-même il y aurait poursuite immédiate ; pour l'application des règlements d'administration publique rendus en exécution de la loi, l'inspecteur devrait mettre les chefs d'industrie en demeure de se conformer aux prescriptions desdits règlements dans le délai d'un mois ; si ce délai ne suffisait pas, le ministre aurait la faculté d'accorder dix-huit mois.

Comment justifier cette procédure ?

Dans le projet de loi déposé par M. Jules Roche, mi

nistre du Commerce, le 5 juin 1890, pas plus que dans le texte adopté par la Chambre des Députés dans les séances des 17 juin et 8 juillet 1891, il n'était question de mise en demeure (1).

Toute infraction à la loi et aux règlements d'administration publique était poursuivie devant le Tribunal correctionnel et punie d'une amende de 50 à 500 fr. ; si, en cas de condamnation, les mesures imposées n'étaient pas exécutées dans le délai fixé par le jugement, le Tribunal pouvait ordonner la fermeture de l'établissement.

La commission du Sénat chargée d'examiner le projet voté par la Chambre en trouva le texte trop sévère et créa la procédure de mise en demeure, que M. Morel, rapporteur, se chargea de justifier (2).

M. Morel disait : « L'art. 2 a pour but d'indiquer
« un certain nombre de mesures de sécurité qui de-
« vront être prises par les industriels. C'est ainsi qu'il
« prescrit de placer en dehors de tout contact, les
« appareils mécaniques, les roues et engrenages, en
« un mot tout ce qui peut constituer une cause de
« danger pour les ouvriers. Il exige aussi la clôture
« des puits, trappes et ouvertures de toutes sortes.

« L'art. 3 traite des mesures de salubrité. Il est
« évident que ces mesures ne peuvent toutes être pré-

(1) *Journal officiel*, p. 1.316 et s. et p. 1.676.

(2) *Journal officiel* : documents parlementaires. Sénat, n° 143, p. 362 et suiv. et séance du 28 juin 1892, p. 662 et suiv.

« vues par un texte de loi ; nous nous sommes donc
« bornés à une courte énumération, en renvoyant à
« un règlement d'administration publique, rendu
« après avis du conseil supérieur des Arts et Manu-
« factures, le soin de préciser et de prendre toutes les
« précautions nécessaires pour la salubrité des ate-
« liers. »

A propos des peines sévères édictées par la Chambre
contre le chef d'industrie en contravention, le Rapporteur ajoutait :

« Nous n'avons pas cru qu'il fût possible de laisser
« ainsi les industriels constamment sous le coup
« d'une poursuite correctionnelle, aussi nous sommes-
« nous bornés à renvoyer devant le Tribunal de
« simple police, et même, dans les cas qui peuvent
« donner lieu à quelque doute, à faire précéder cette
« poursuite d'une mise en demeure.

« Dans l'art. 5, en effet, nous accordons à l'inspec-
« teur le droit de rédiger un procès-verbal, et dans
« l'art. 7 nous renvoyons l'industriel contre lequel le
« procès-verbal a été dressé devant le Tribunal de
« simple police. *Mais dans l'art. 6 nous établissons*
« *une exception.* C'est ainsi que l'inspecteur peut par-
« faitement dresser procès-verbal, lorsque les me-
« sures de sécurité dont je parlais tout à l'heure n'ont
« pas été observées, par exemple lorsqu'un puits ou
« une trappe n'est pas fermé ou lorsqu'un engrenage
« n'est pas couvert. Il y a là un fait matériel que

« l'inspecteur peut constater, et il peut dresser immédiatement procès-verbal contre l'industriel.

« Mais, il y a d'autres mesures telles que : l'aération, la ventilation, l'évacuation des poussières pour lesquelles l'industriel peut, tout en étant de bonne foi, se trouver en contravention. Aussi, pour ces cas nous vous proposons de décider qu'avant de dresser procès-verbal, l'inspecteur devra mettre le chef d'industrie en demeure de se conformer aux prescriptions de la loi. »

Si le délai de mise en demeure qui ne peut être inférieur à un mois n'est pas jugé suffisant par l'industriel pour apporter à l'usine les modifications demandées, le ministre pourra accorder trois ans. (La Chambre des députés réduisit ce dernier délai à 18 mois.)

Dans la 2^e discussion de ce projet au Sénat (1), M. Félix Martin fit de nombreuses objections.

L'honorable sénateur reprochait de revenir sur des détails de précautions à prendre après avoir parlé de mesures générales, et de passer ainsi sous silence beaucoup de cas analogues à ceux que l'on avait prévus ; c'est ainsi que les « puits devaient être clôturés », mais il n'était pas question des fosses, conduites d'eau, etc...

A cela le rapporteur répondait que l'énumération était indicative mais non limitative, M. Martin obser-

(1) Séance du 4 juillet 1892, Sénat, p. 674.

vait alors que l'article 3 faisait bien une énumération indicative puisqu'il contenait l'abréviation « etc. », mais pris à la lettre, l'article 2 devait être, lui, considéré comme limitatif ; d'ailleurs, cet article manquait « absolument de précision, de clarté et de méthode, « bien que minutieux jusqu'au ridicule et absolument « incomplet ».

M. Martin aurait voulu laisser aux règlements d'administration publique le soin de fixer les mesures d'hygiène, de sécurité et de salubrité, après avis du comité consultatif des Arts et Manufactures et, le cas échéant, de l'Académie de médecine : « Il eut été préférable de donner carte blanche au comité consultatif des Arts et Manufactures, il nous aurait assuré « un texte clair et complet à la place de cet article 2 « que je serais honteux de voir adopter par le Sénat ».

Revenant à l'objection faite à l'article 2 d'être limitatif M. Morel disait : « Il n'y a pas de limitation, « puisque l'article 3 prévoit les mesures générales de « protection et de salubrité applicables à tous les établissements assujettis. Nous avons voulu, dans l'article 2, indiquer le sens général dans lequel nous désirons que le règlement d'administration publique soit « rédigé, mais il n'y a là, je le répète, rien de limitatif. »

Dans son rapport à la commission du Sénat M. Morel avait dit déjà au sujet de l'article 2 (1) :

(1) Documents parlementaires, Sénat, n° 143, p. 366, année 1892.

« Cet article indique d'une manière générale que
« les établissements industriels doivent présenter les
« conditions d'hygiène et de sécurité nécessaires à la
« santé du personnel. Ces conditions seront prévues
« en détail dans le règlement prescrit à l'article 3.
« Quant aux mesures de sécurité, l'article 2 en énu-
« mère un certain nombre des plus nécessaires, lais-
« sant au règlement le soin de les compléter s'il y a
« lieu ».

CHAPITRE II

DANS QUELS CAS LA MISE EN DEMEURE EST-ELLE APPLICABLE ?

Quelle place allait prendre la procédure de mise en demeure dans la législation industrielle ?

Devrait-elle être employée pour certaines contraventions à la loi du 2 novembre 1892 et notamment à l'occasion des prescriptions de l'article 14 de cette loi ?

Serait-elle une formalité nécessaire pour toutes les mesures prévues par la loi du 12 juin 1893 et les décrets rendus en exécution de cette loi ?

Sous ce titre : « Du système de contravention dans nos lois sur l'hygiène et la sécurité des Travailleurs », M. Deschamps, professeur à la faculté de Lille, publiait en 1896, dans la *Revue des Justices de Paix*, une étude sur la mise en demeure et il n'hésitait pas à conclure à la généralisation de cette procédure (1).

Nous allons exposer les arguments en faveur de cette thèse puis nous en ferons la critique.

(1) *Revue des Justices de Paix*, 1895, p. 169 à 185.

Théorie de M. Deschamps.

1° La mise en demeure et la loi du 2 novembre 1892.

La mise en demeure préalable est exigée même lorsque des enfants, des filles mineures ou des femmes sont employés dans un établissement industriel.

Un industriel avait été poursuivi à la suite d'un accident survenu à un enfant et condamné par le juge de paix du 4^e arrondissement de Lille, bien qu'il n'y ait pas eu mise en demeure, car, en la circonstance, ce n'était pas la loi du 12 juin 1893 qui était applicable, mais l'article 14 de la loi du 2 novembre 1892.

M. Deschamps estime que le magistrat a eu tort, car « sous cette apparence étroite, ce qui est, en « somme, discuté c'est la question même de l'exis-
« tence ou de la non existence, en fait, du système de
« la mise en demeure dans la loi générale du
« 12 juin 1893 ».

En effet, bien peu nombreux sont les établissements industriels qui n'emploient ni enfants, ni filles mineures, ni femmes, et pour lesquels, en vertu de ce jugement, aucune mise en demeure ne serait nécessaire ; « il s'agit de savoir, si le système général de la
« mise en demeure est miné, annihilé totalement par
« ce petit article 14 de la loi de 1892 ».

L'article 14 de la loi de 1892 et l'article 2 de la

loi de 1893 sont conçus en termes identiques ; or l'article 14 est « nové » par l'article 2. « Cet article 14 n'a été qu'une pierre d'attente. »

Au moment où était en discussion une loi générale sur l'hygiène et la sécurité des Travailleurs, les Chambres revisaient la loi du 19 mai 1874, sur le travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie. En novembre 1892, cette revision était terminée, « on profita de la circonstance pour y inscrire « (dans la nouvelle loi sur le travail des enfants, filles « mineures et femmes) le principe qui devait faire « l'objet de la loi générale sur l'hygiène et la sécurité, « loi dont les détails d'organisation retardaient l'adoption définitive. C'est dans cet esprit que fut insérée, « dans la loi du 2 novembre 1892, la disposition qui « en forme l'article 14 et qui, dans ses termes comme « dans son esprit, est générale, sortant ainsi du cadre « logique de la loi et dépassant sa rubrique.

.

« Telle est l'histoire de l'article 14. Il meurt le « 12 juin 1893, le jour où est promulguée la loi sur « l'hygiène et la sécurité du Travail industriel. »

D'ailleurs, il n'est pas admissible qu'un industriel puisse être poursuivi pour des infractions à un texte aussi vague que celui de l'article 14 et M. Deschamps termine : « Notre conclusion est donc que, dans l'économie actuelle de nos lois, l'industriel ne peut être « poursuivi s'il n'a été préalablement mis en demeure

« de faire disparaître la contravention prétendue, et
« cela, sans qu'on ait à distinguer suivant que, dans
« son personnel, se rencontrent ou non des enfants,
« des filles mineures ou des femmes. »

2° De la nécessité générale d'une mise en demeure préalable dans le système de la loi du 12 juin 1893.

Les prescriptions d'hygiène et de sécurité inscrites dans la loi du 12 juin 1893 et le décret de 1894 sont indiquées d'une façon extrêmement vague : en les violant, un industriel peut être de bonne foi, il ne faut pas le laisser continuellement sous le coup d'une poursuite. « De là l'art. 6 de la loi de 1893 sur la nécessité d'une mise en demeure préalable, l'inspecteur du Travail ne peut dresser procès-verbal qu'après avoir signalé à l'industriel la contravention et l'avoir mis en demeure ».

La règle posée doit s'appliquer dans tous les cas, malgré la disposition finale de l'article 6, qui semble créer la mise en demeure « seulement en ce qui concerne les règlements d'administration publique prévus par l'article 3 de la loi », car ces règlements ayant pour but de préciser la loi on arriverait à cette conclusion « que ce serait quand les prescriptions sont plus précises que la mise en demeure serait nécessaire et quand elles sont essentiellement et volontairement vagues qu'elle ne le serait pas ».

L'article 2 n'a été, de la part du législateur, qu'une simple proclamation de principe ; quant à la seule disposition légale précise, « les puits, trappes et ouvertures doivent être clôturés », elle nous vient de l'art. 14 de la loi du 2 novembre 1892 qui l'avait reçue elle-même de l'art. 14 de la loi du 19 mai 1874.

« La vérité sur l'économie de la loi, la voici : A « part les dispositions pénales et la disposition sur la « mise en demeure, cette loi n'a pas de corps ; on « pourrait presque dire qu'elle n'existe pas, en ce « sens qu'elle n'a été faite que pour permettre l'inter- « vention de règlements d'administration publique...

« Ainsi, les poursuites dirigées contre les indus- « triels devront se baser non sur la loi qui est vide, « mais sur les règlements ; et, comme ces règlements « ne peuvent être pris qu'en vertu de l'article 3, la vé- « ritable portée de l'article 6 sur la mise en demeure « se trouve ainsi déterminée : la mise en demeure « est exigée pour toutes les contraventions aux pres- « criptions d'hygiène et de sécurité qui seront édic- « tées par les règlements. »

Critique.

1° *La mise en demeure ne s'applique pas aux dispositions prévues par la loi du 2 novembre 1892.*

Lors de la discussion de la loi du 12 juin 1893 il fut, à plusieurs reprises, question de la loi du 2 no-

vembre 1892 et toujours on la considéra comme une loi spéciale.

« Quant à la loi du 2 novembre 1892, elle ne s'applique qu'au travail des enfants, filles mineures et femmes dans les établissements industriels. » (Rapport Linard, *J. O.*, 18 mars 1893, annexe 2507, p. 2429.)

Dans une circulaire qu'il adressait aux inspecteurs du Travail le 19 décembre 1892, le ministre du Commerce disait (1) : « Des règlements d'administration publique détermineront les différents genres de travaux interdits aux enfants, aux filles mineures et aux femmes comme présentant des causes de dangers ou excédant leurs forces ou contraires à la moralité ; ils établiront des conditions spéciales à exiger pour l'emploi des mêmes ouvriers dans les établissements dangereux ou insalubres. Mais en dehors de cette réglementation spéciale à certaines industries ou à certains travaux, il est des conditions générales d'hygiène et de sécurité que la loi impose à tous les établissements employant des enfants, filles mineures ou femmes. Vous devrez donc veiller à ce que les ateliers et leurs dépendances soient tenus dans un état constant de propreté, convenablement aérés et ventilés et présenter toutes les conditions de sécurité et de salubrité nécessaires à la santé du personnel.

(1) *Bulletin de l'inspection du Travail*, année 1893, p. 54.

« En ce qui concerne notamment les établissements
« contenant des appareils mécaniques, les roues, les
« courroies, les engrenages ou tout autre organe pou-
« vant offrir une cause de danger devront être séparés
« des ouvriers, de telle manière que l'approche n'en
« soit possible que pour les besoins du service. Les
« puits, trappes et ouvertures de descente devront
« être clôturés.

« Un projet de loi dont le parlement est saisi et
« dont l'adoption paraît prochaine généralisera et
« complètera les prescriptions de la loi du 2 no-
« vembre 1892 ».

D'où il résulte que la loi du 2 novembre 1892 est
une loi spéciale que la nouvelle loi sur l'hygiène et la
sécurité des Travailleurs viendra compléter et non
abroger.

Pour que la mise en demeure s'appliquât à la loi du
2 novembre 1892 comme à la loi du 12 juin 1893, il
faudrait pour l'une et l'autre un même champ d'appli-
cation : or, la première a pour but la protection plus
particulière d'une certaine catégorie de travailleurs :
les faibles ; la seconde s'adresse aux travailleurs *en gé-
néral*.

Vouloir que l'art. 14 de la loi du 2 novembre 1892
se confonde avec l'art. 2 de la loi du 12 juin 1893,
c'est arriver à des conséquences difficiles à admettre.
De ce fait, tous les procès-verbaux dressés sans mise
en demeure préalable en vertu de l'article 14 devaient

tomber dès l'apparition de la nouvelle loi et, sans qu'il en ait été décidé expressément par le législateur; des contraventions qui, dans le passé, pouvaient être poursuivies sans délai exigeraient dans l'avenir l'emploi de la procédure de mise en demeure.

Dire que l'article 14 est inapplicable par lui-même, c'est refuser de voir ce qui, en pratique, avait lieu. Les inspecteurs, en effet, avant l'existence de la loi du 12 juin 1893, poursuivaient en vertu de cet article 14, et les tribunaux n'hésitaient pas à condamner.

2° Toutes les prescriptions prévues par la loi du 12 juin 1893 ne doivent pas donner lieu à la procédure préalable de la mise en demeure.

Le texte de la loi permet d'affirmer que le législateur a bien envisagé deux sortes de prescriptions; les unes clairement énumérées et pour lesquelles la poursuite immédiate est la règle, les autres qui ne sont qu'indiquées et ont besoin d'être précisées par des règlements d'administration publique: pour elles, la mise en demeure est nécessaire.

M. Morel avait dit au Sénat: « La contravention constatée au procès-verbal est dressée par l'inspecteur et le coupable est poursuivi devant le Tribunal de simple police, mais l'article 6 établit une exception :

« Toutefois, en ce qui concerne l'application des règlements d'administration publique prévus par l'ar-

« ticle 3 ci-dessus, les inspecteurs, avant de dresser
« procès-verbal, mettront les chefs d'industrie en de-
« meure de se conformer aux prescriptions dudit rè-
« glement ».

Dans une circulaire qu'il adressait aux inspecteurs du Travail, le 27 mars 1894, le ministre du Commerce confirmait cette interprétation (1) : « Les me-
« sures à prendre pour arriver à la répression des con-
« traventions sont différentes suivant qu'il s'agit des
« dispositions mêmes de la loi et notamment de celles
« de l'article 2 ou des prescriptions des règlements
« d'administration publique rendus en exécution de
« l'article 3.

« Pour les premiers, l'inspecteur procédera comme
« lorsqu'il s'agit de la loi du 2 novembre 1892. Il
« pourra, après un ou deux avertissements restés
« sans effet, dresser procès-verbal contre l'industriel.

« En ce qui concerne les prescriptions des règle-
« ments d'administration publique du 10 mars 1894
« et de ceux qui pourront être rendus par la suite,
« l'inspecteur commencera par mettre l'industriel en
« demeure de s'y conformer ».

La thèse d'après laquelle l'art. 14 de la loi du 12 juin 1892 n'était en rien infirmé par la nouvelle loi et qui estimait inutile la procédure de mise en demeure pour les cas précis indiqués dans la loi du

(1) *Bulletin de l'inspection du Travail*, année 1894, p. 634.

12 juin 1893 fut généralement admise par les Tribunaux.

Le 5 novembre 1894 un industriel est poursuivi devant le tribunal de simple police de Solre-le-Château pour avoir contrevenu : « à l'article 2, § 2, de la loi du « 12 juin 1893 et à l'article 2 du décret du 13 mai « 1893, en conservant et faisant fonctionner dans deux « salles de métier à filer les engrenages et volants de « la têtère des métiers sans les avoir couverts par un « coffre ou un grillage, de telle manière que l'ap- « proche n'en soit possible que pour les besoins du « service » (1).

Le prévenu plaide qu'il est depuis peu de temps seulement à la tête de son usine et que, d'ailleurs, il n'a pas été touché par la mise en demeure prévue par l'article 6 de la loi du 12 juin 1893.

« Attendu, dit le jugement, que cette mise en de-
« meure n'est nécessaire que lorsqu'il s'agit d' infrac-
« tions aux règlements d'administration publique pré-
« vus par l'article 3 de cette loi et non pour l'applica-
« tion des mesures générales de sécurité édictées par
« l'article 2 pour lesquelles un simple avertissement
« suffit comme lorsqu'il s'agit de la loi du 2 novembre
« 1892...

« Qu'au surplus, l'interprétation ci-dessus, à sa-
« voir : que la mise en demeure n'est pas nécessaire,

(1) *Bulletin inspection du Travail*, année 1894, p. 7.

« est en outre conforme aux instructions ministérielles
« du 27 mars 1894 concernant l'application de la loi
« du 12 juin 1893 et du décret du 10 mars 1894 ».

Condamne.

Le 26 mars 1896 la Cour de cassation eut à statuer sur un pourvoi formé par le ministère public du Tribunal de simple police de Roubaix (1).

Un enfant de 13 ans avait été blessé dans une filature par un monte-charge au sujet duquel les précautions prévues par la loi du 2 novembre 1892 n'avaient pas été observées.

L'inspecteur du Travail dresse procès-verbal : l'industriel reconnaît l'existence des faits qui lui sont reprochés mais prétend que la poursuite intentée contre lui est irrégulière : il n'y a pas eu mise en demeure.

Le juge de simple police, après avoir reconnu que dans des circonstances semblables les Tribunaux n'avaient pas hésité à prononcer une condamnation, estime que la solution contraire peut être admise, la Cour de cassation n'ayant pas encore eu à se prononcer sur cette question.

Le Magistrat se base sur un jugement du Tribunal civil de Lille et sur les arguments développés par M. Deschamps dans l'étude sur la mise en demeure publiée dans la *Revue des Justices de Paix*.

(1) Jugement du Tribunal de simple police, Roubaix, du 26 décembre 1895. *Bulletin de l'inspection du Travail*, 1896, p. 222.

Arrêt du 28 mars 1896, Chambre criminelle cassation. D. P. 1900, 1, 246.

La loi du 2 novembre 1892 sur le travail des femmes, filles, mineures et enfants, dit le jugement, ne peut être considérée comme formant un tout à part, elle n'est pas indépendante du décret du 10 mars 1894 qui s'adresse à l'industrie tout entière, puisqu'il reprend les dispositions prévues jusqu'alors, en outre la loi du 12 juin 1893 vise les Travailleurs en général. « Que, par suite, il y a lieu d'induire que les dispositions de l'article 6 de la loi du 12 juin 1893 doivent « recevoir leur application dans le cas d'une infraction « à l'article 14 de la loi du 2 novembre 1892. »

Quant à l'article 2 de la loi de 1893, il ne faut pas y voir davantage un tout prescrivant des mesures générales de *sécurité* pour lesquelles une mise en demeure ne serait pas nécessaire, les mesures d'*hygiène* prescrites par les règlements d'administration rendus en exécution de cette loi exigeant seules cette procédure, puisque dans cet article 2 lui-même il est question de *propreté*.

La loi du 12 juin 1893 doit être considérée comme « n'ayant pas de corps », elle ne renferme que des formules « vagues et générales », elle n'a eu pour but que de permettre l'intervention de règlements d'administration publique et le véritable sens de l'article 6 est que : « La mise en demeure préalable est exigée « pour toute contravention aux prescriptions d'hy-
« giène et de sécurité qui seront citées par les règle-
« ments ».

Donc, puisque les dispositions de la loi de 1893 sont analogues à celles de la loi du 2 novembre 1892, il faut en conclure que la dernière est le complément de la première : elle a eu pour but d'atténuer par la mise en demeure les mesures trop radicales prescrites antérieurement ; d'ailleurs, comme il n'y a presque pas d'usines ou de manufactures où des femmes, où des enfants ne soient employés, la nouvelle loi trouverait dans bien peu de cas l'occasion de faire jouer la mise en demeure, puisque là où il y aurait des femmes et des enfants cette procédure ne pourrait être utilisée.

La Cour de cassation n'admit pas cette interprétation. La loi du 12 juin 1893 n'exige la mise en demeure :

« Qu'à titre exceptionnel et seulement pour celles
« de ses règles dont elle confie la détermination ulté-
« rieure au pouvoir réglementaire ;

« En ce qui touche les infractions à celles des pres-
« criptions tant de sécurité que d'hygiène, que la loi
« détermine elle-même, elle les laisse soumises à la
« constatation et à la poursuite directes et immédiates,
« conformément, d'ailleurs, aux lois antérieures et
« aux règles de droit commun ;

« En décidant le contraire, en attribuant à la dis-
« position de la loi de 1893 qui accorde aux chefs
« d'industrie le bénéfice d'une mise en demeure préa-
« lable à toute poursuite une portée générale et en
« l'étendant des contraventions aux règlements d'ad-

« ministration publique à celles qui sont directement
« prévues par la loi elle-même et par les prescriptions
« similaires de la loi de 1892, le jugement attaqué a
« tout à la fois faussement appliqué et violé tant la se-
« conde que la première de ces deux lois. »

Une femme est blessée dans un atelier par une machine non munie d'un appareil protecteur — contravention prévue à la fois par l'article 14 de la loi du 2 novembre 1892, par l'article 2 du décret du 13 mai 1893 et par l'article 12 du décret du 10 mars 1894.

Le juge de simple police acquitte, car cette infraction, d'après le jugement, pour être légalement constatée, devait être précédée d'une mise en demeure en exécution de l'article 6 de la loi du 12 juin 1893 s'appliquant pour tous les règlements d'administration publique rendus en exécution de l'article 3 de la dite loi, dont le décret du 10 mars 1894.

La Cour de cassation (1) : « Attendu que si la loi
« du 12 juin 1893, concernant l'hygiène et la sécurité
« des Travailleurs dans les établissements industriels,
« impose à ces établissements, déjà régis par la loi
« du 2 novembre 1892, lorsqu'ils emploient des en-
« fants ou des femmes, des règles en partie prescrites
« par cette dernière loi, elle ne subordonne la consta-
« tation et la poursuite des infractions à une mise en

(1) Arrêt du 12 juin 1896. Chambre criminelle D. P., 1900, 1, 246.

« demeure préalable que pour celles de ces infractions
« dont elle confie la détermination ultérieure au pou-
« voir réglementaire ;

« Que cette mise en demeure n'est donc pas appli-
« cable lorsqu'il s'agit d'infractions formellement dé-
« terminées par la législation antérieure encore en vi-
« gueur et que, par conséquent, le fait d'avoir em-
« ployé des femmes dans un atelier où existent des
« moteurs mécaniques dont les engrenages ne sont pas
« couverts étant expressément spécifié contravention
« par l'article 2 du décret du 13 mai 1893 a pu être
« constaté à la charge du sieur X... sans qu'il y ait
« lieu à mise en demeure.

« Ni la loi de 1892 — ni le décret de mai 1893 —
« n'ont, en effet, été abrogés par la loi de 1893 et par
« le décret de mars 1894, ces deux législations con-
« servent dès lors leur autorité et puisent en elles-
« mêmes leur force exécutoire. »

Dans un arrêt du 8 janvier 1897 la Cour de cassa-
tion maintenait encore cette façon de voir, et, en ce qui
concerne la loi de 1893, était même plus catégorique.

« Attendu qu'il résulte formellement de l'article 6
« de la loi du 12 juin 1893 que si cet article a subor-
« donné la constatation et la poursuite des infractions
« à une mise en demeure préalable pour contraven-
« tions aux *règlements faits en exécution de l'article 3*

(1) Dalloz, Périodique, 1900, 1, 247. Chambre annuelle cassa-
tion.

« de la loi du 12 juin 1893, cette même loi n'a point
« abrogé ni explicitement ni implicitement les pres-
« criptions de la législation antérieure, *ni surtout celles*
« *prévues et punies par cette loi elle-même.*

« Attendu que sans rechercher si les contraventions
« relevées à la charge de X... rentraient ou non dans
« les cas prévus par l'article 14, § 2, de la loi du 2 no-
« vembre 1892 et l'article 2 de la loi du 12 juin 1893,
« le tribunal de simple police a acquitté l'inculpé pour
« le motif que cette dernière loi en complétant celle
« du 2 novembre 1892 avait exigé dans tous les cas et
« sans distinction pour toutes les infractions l'avertis-
« sement préalable prévu par l'article 6 de la loi du
« 2 juin 1893.

« Qu'en le décidant ainsi le jugement attaqué a
« faussement appliqué le dit article et violé les autres
« dispositions des autres articles visés : »

Casse....

Conclusion : La mise en demeure doit être consi-
dérée comme une procédure d'exception, elle ne vient
modifier en rien la loi du 2 novembre 1892 et le dé-
cret du 13 mai 1893 — elle ne doit pas précéder le
procès-verbal dressé pour les contraventions prévues
à l'article 2 de la loi du 12 juin 1893.

A cette jurisprudence on a opposé un arrêt du
2 avril 1897 (1).

(1) Arrêt du 2 avril 1897. Crim., Cass., D. P., 1900, 1, 248 et
note de M. Pic.

Dans un chantier un ouvrier est blessé, l'entrepreneur est poursuivi sans mise en demeure préalable en vertu de cette disposition de l'article 2 de la loi du 12 juin 1893, « Les établissements visés à l'article 1^{er} doivent être aménagés de manière à garantir la sécurité des Travailleurs ».

Le tribunal de simple police acquitte, le ministère public se pourvoie en cassation.

« Attendu, dit la Cour, que la disposition ci-dessus « transcrite ne doit pas être considérée isolément ;

« Qu'elle se coordonne et s'enchaîne avec l'article « suivant aux termes duquel des règlements d'administration publique déterminent tant les mesures de « protection applicables à tous les établissements assu- « jettis que les prescriptions relatives à certaines in- « dustries et à certains modes de Travail ;

« Qu'il suit de là que cette disposition n'a d'autres « sanctions pénales que celles des prescriptions for- « mulées, en vue d'assurer son application, par des « règlements d'administration publique ;

« Que, d'autre part, l'inobservation de ces règle- « ments aux termes de l'article 6 de la loi de 1893 ne « peut donner lieu à poursuite et même à procès-ver- « bal qu'après une mise en demeure restée sans résul- « tat.

.

« Qu'il ressort de tout ce qui précède, que la négli- « gence reprochée au sieur X... ne constitue pas une

« contravention à la loi du 12 juin 1893 et que, dès
« lors, en le renvoyant des fins de la poursuite, le
« juge de simple police loin de violer les textes visés
« au moyen du pourvoi à fait une vraie et exacte inter-
« prétation de la loi... »

Quel sens donner à cet arrêt ? La procédure de mise en demeure considérée jusqu'alors comme une exception est-elle érigée en règle générale ?

L'article 2 tout entier de la loi du 12 juin 1893 tombe-t-il sous la dépendance des règlements d'administration publique prévus à l'article 3 ?

Ce fut l'opinion de beaucoup d'inspecteurs du Travail, qui n'osèrent plus dresser immédiatement procès-verbal, et pensèrent que désormais, dans tous les cas, il faudrait, avant de poursuivre, accorder le délai de mise en demeure d'un mois.

De plus, une circulaire ministérielle du 13 avril 1898 sembla confirmer cette interprétation (1).

« L'art. 6 porte en effet, d'une part, que les inspecteurs mettront les chefs d'industrie en demeure de se
« conformer aux prescriptions du règlement, ce qui
« entraîne l'obligation de les viser dans le détail ;
« d'autre part, que la mise en demeure indiquera les
« contraventions relevées, ce qui implique forcément
« que celles-ci soient articulées et formulées avec précision.

(1) Circulaire ministérielle du 13 avril 1898. *Bulletin de l'inspection du Travail*, année 1898, page 112.

« Il importe, d'ailleurs, qu'une contravention soit
« parfaitement caractérisée pour pouvoir faire l'objet
« de poursuites judiciaires, on citerait nombre de juge-
« ments qui ont été suivis d'acquiescement sur le fait
« que la mise en demeure n'avait pas été suffisamment
« précisée.

« Ce moyen de procéder offrira l'avantage de fixer
« l'industriel sur les améliorations qu'il est tenu d'ap-
« porter à son outillage ou dans ses ateliers. Il n'aura
« pas à se plaindre de n'avoir pu, faute d'explications,
« se mettre en règle avec la loi et ne sera plus fondé à
« dire qu'une mise en demeure générale, par suite
« toujours menaçante, le met dans une situation into-
« létable que le législateur n'a jamais eu l'intention de
« lui créer ».

Comme la plupart des précautions prescrites à l'art.
2 de la loi étaient reprises par les articles 10 et 12 du
décret du 10 mars 1894, l'inspecteur devait dans tous
les cas user de la mise en demeure et dresser son pro-
cès-verbal de telle sorte « qu'il renferme l'énuméra-
« tion détaillée des mécanismes et des organes dan-
« gereux de l'outillage et des causes d'insalubrité exis-
« tantes » (Circulaire précitée).

Le règlement d'administration publique absorbait la
loi.

Les inspecteurs se plaignaient donc avec raison
quand ils disaient que l'article 2 était devenu lettre
morte et que beaucoup d'accidents restaient impunis

malgré la faute évidente de l'entrepreneur parce qu'il n'y avait pas eu mise en demeure et l'un d'eux pouvait justement exprimer dans un rapport (1) « qu'il importait d'affirmer la portée et l'autorité de l'article 2 de la loi du 12 juin 1893, pourtant déjà trop affaibli par divers articles du décret du 10 mars 1894, alors que cet article était l'âme même de la loi ».

Etait-ce bien là le sens du nouvel arrêt ?

Etait-il vraiment inconciliable avec la jurisprudence antérieure ?

A-t-il réellement enlevé tout pouvoir à l'article 2 de la loi du 12 juin 1893 ?

Un industriel n'a pas pris sur son chantier toutes les précautions exigées ; procès-verbal a été dressé parce qu'il y avait infraction à cette disposition de l'article 2 : « *Les établissements visés à l'article précédent doivent être aménagés de manière à garantir la sécurité des travailleurs* ».

« Or, dit la Cour, la disposition ci-dessus transcrite ne doit pas être considérée isolément. »

Que cette disposition particulière de l'article 2 ne puisse être suivie d'effet sans qu'il y ait eu mise en demeure préalable : c'est évident. Elle est très vague ; en l'inscrivant dans la loi le législateur s'est proposé

(1) V. Rapport sur l'application pendant l'année 1899 des lois réglementant le Travail, Rapport de M. Laporte, inspecteur de la 1^{re} circonscription, page 35. Publication du ministère du Commerce, de l'industrie et des postes et télégraphes.

seulement de donner au pouvoir réglementaire une indication, au Conseil d'Etat de fixer quelles seront en général les conditions à remplir pour garantir la sécurité des Travailleurs, à lui de définir les précautions qui devront être prises, de préciser dans un règlement d'administration publique les mesures à prendre en vertu de ce paragraphe de l'article 2.

« CETTE DISPOSITION n'a d'autres sanctions pénales
« que celles des prescriptions formulées en vue d'assu-
« rer son application par des règlements d'adminis-
« tration publique », dit encore la Cour.

Rien de plus juste : mais l'arrêt ne parle pas des *autres* dispositions de l'article 2 où les contraventions sont indiquées d'une façon très précise : il n'avait pas à s'en occuper ; il a été rendu à l'occasion d'une prescription de l'article 2 ; les autres, il les ignore. Si une roue, un engrenage, une courroie ne sont pas séparés des ouvriers ; si un puits, une trappe, une ouverture ne sont pas clôturés, l'arrêt ne nous dit pas qu'une mise en demeure sera nécessaire pour engager la poursuite, on en peut donner l'interprétation suivante : prescriptions générales de la loi : mise en demeure ; prescriptions bien précises dans la loi : poursuite immédiate.

Ce que le législateur a voulu, c'est que l'industriel ne soit pas continuellement sous le coup d'une condamnation par ignorance : dans tous les cas qui n'au-

ront pas été bien déterminés par la loi un avertissement sera nécessaire (1).

Ramené ainsi à de justes limites, l'arrêt nouveau ne vient en rien contredire la jurisprudence précédente il est peut-être même permis de dire qu'il la précise. Il met un peu d'ordre dans des textes qui prêtaient à confusion et M. Pic justifie cette interprétation en disant « qu'elle permet seule de concilier les arrêts « successifs rendus sur la question par la chambre criminelle et en même temps d'assurer une portée pratique suffisante au principe d'équité prévu par l'art. 6 « de la loi de 1893 ».

Mais la circulaire ministérielle du 13 avril 1898 faisant de l'emploi de la mise en demeure la règle générale existait toujours et contre elle les inspecteurs ne cessaient de protester.

Les chantiers de l'Exposition de 1900 furent cause de nombreux accidents non suivis de condamnation parce qu'il n'y avait pas eu mise en demeure précédant le procès-verbal.

M. Millerand, alors ministre du Commerce, dans son rapport au Président de la République sur

(1) Ne doivent, dès lors, pas donner lieu à mise en demeure ces dispositions de l'art. 2. « Dans tout établissement fonctionnant par des appareils mécaniques, les roues, les courroies, les engrenages ou tout autre organe pouvant offrir une cause de danger seront séparés des ouvriers de telle manière que l'approche n'en soit possible que pour les besoins du service. Les puits, trappes et ouvertures doivent être clôturés ».

l'application de la loi du 12 juin 1893 chercha à réagir contre les errements qu'avait introduits dans la pratique la circulaire du 13 avril 1898. Le ministre s'attacha à préciser la portée de la procédure de mise en demeure et à en limiter l'emploi.

« Il résulte de l'examen des textes que les mesures à
« prendre pour assurer la répression des contraven-
« tions sont différentes suivant qu'il s'agit d'infractions
« aux prescriptions mêmes de la loi et notamment à
« celles de l'article 2, ou d'infractions à des dispositions
« des règlements d'administration publique rendus en
« exécution de l'article 3. Si la loi subordonne dans
« son article 6 toute poursuite à une mise en demeure
« préalable permettant aux industriels de discuter
« l'opportunité des mesures qui leur sont imposées, elle
« ne le fait qu'à titre exceptionnel et seulement pour
« celles des règles dont elle confie la détermination
« ultérieure au pouvoir réglementaire.

« En ce qui touche les infractions à celles des pres-
« criptions tant de sécurité que d'hygiène que la loi
« édicte elle-même, elle les laisse soumises à la consta-
« tation et à la poursuite directes et immédiates con-
« formément aux lois antérieures sur la matière comme
« aux règles du droit commun.

« Des ordres avaient été donnés néanmoins pour
« que, dans un cas comme dans l'autre, la poursuite fût
« toujours précédée d'une mise en demeure.

« Il m'a paru que ces tempéraments, s'ils étaient

« admissibles alors que les industriels connaissaient
« mal la réglementation nouvelle, ne pouvaient être de
« toutes façons que des mesures essentiellement tran-
« sitoires, leur maintien s'expliquant d'autant moins
« qu'on a reconnu les graves inconvénients, voire même
« les dangers de l'obligation de la mise en demeure
« préalable. Elle laissait au chef d'industrie la faculté
« de violer impunément la loi jusqu'au jour où il rece-
« vait l'ordre expresse de s'y conformer, en cas d'acci-
« dent survenu avant cette sommation, l'industriel
« coupable pouvait prétendre substituer à sa propre
« responsabilité celle de l'inspecteur du Travail.

« J'ai, en conséquence, donné l'ordre aux inspec-
« teurs de relever des contraventions sans mise en
« demeure préalable, à moins qu'il ne s'agît de l'applica-
« tion des règlements d'administration publique prévus
« à l'article 3. En dehors de cette dernière hypothèse
« le droit pour le service de dresser procès-ver-
« bal dès la première constatation résulte explicite-
« ment d'arrêts de la Cour de cassation du 18 mars
« 1896 — 12 juin 1896 — 8 janvier 1897 qui peuvent
« être considérés comme faisant jurisprudence ».

CHAPITRE III

CRITIQUE DE LA MISE EN DEMEURE

Dès les premières années qui suivirent l'application de la loi du 12 juin 1893, les critiques les plus sévères s'élevèrent contre la procédure de mise en demeure ; on se demanda ce qu'elle venait faire dans une loi générale sur l'Hygiène et la sécurité des Travailleurs qui reprenait plusieurs dispositions d'hygiène et de sécurité déjà prévues dans la loi du 2 novembre 1892, notamment à l'article 14.

Les inspecteurs protestaient contre cette innovation et en 1898 l'un d'eux disait : « L'article 2 qui est « la base même de la loi n'existe pour ainsi dire plus, « il semble que la mise en demeure ait été créée pour « rassurer les patrons sur l'exécution des prescriptions « du décret (1). »

En 1905 et en 1907 le Congrès de l'Hygiène des Travailleurs se prononçait pour la suppression de

(1) Rapports sur l'application pendant l'année 1898 des lois réglementant le Travail : Rapport Chambard inspecteur de la 4^e circonscription, page 113.

cette procédure et M. Briat, vice-président de l'Association pour la protection légale des Travailleurs, dans un rapport qu'il faisait en 1909, concluait également au retour au droit commun : poursuite immédiate après procès-verbal de l'inspecteur.

Pourquoi cette sévérité ?

Nous allons essayer de la justifier en étudiant le formalisme exagéré auquel circulaires ministérielles et tribunaux soumettaient les inspecteurs pour l'exécution de la mise en demeure et nous verrons comment le délai d'un mois, qui devait être accordé dans la plupart des cas, empêchait, souvent, d'atteindre le but que s'était proposé le législateur en votant la loi du 12 juin 1893.

*1° Conditions de validité des procès-verbaux
dè mise en demeure.*

D'après la loi, la mise en demeure doit être inscrite sur le registre de l'usine, elle doit être datée et signée, indiquer les contraventions relevées et fixer un délai, jamais inférieur à un mois, à l'expiration duquel les contraventions devront avoir disparu.

Or, dans beaucoup d'usines, surtout dans celles où le personnel n'est pas nombreux, le registre n'existe pas ; de plus, il peut être quelconque, l'administration a bien fourni un modèle mais qui n'est pas obligatoire et un inspecteur s'est vu présenter, pour qu'il y ins-

crivit sa mise en demeure, un carnet de blanchissage.

Des agents pensèrent que, peut-être, il était suffisant de faire, pour un seul décret, une mise en demeure générale, par exemple de signifier aux industriels *d'avoir à se conformer aux dispositions du décret du 10 mars 1894*.

Ce procédé fut jugé insuffisant et considéré comme une interprétation erronée de la loi.

Les circulaires du 27 mars 1894 et du 13 avril 1898 vinrent préciser les formalités à accomplir.

D'après la première (1) la mise en demeure doit indiquer les contraventions et les mesures à prendre pour les faire disparaître et faire connaître à l'industriel « qu'il peut, s'il le juge convenable, adresser une « réclamation dans les 15 jours ».

La seconde (2) est encore plus minutieuse : l'inspecteur doit viser les prescriptions des décrets qui n'ont pas été observées, préciser les contraventions relevées ; pour que le chef d'industrie soit, conformément à l'article 6, bien prévenu des améliorations à apporter, il faut que la mise en demeure vise les prescriptions dans leurs détails.

Les circulaires ont été confirmées par la jurisprudence.

Pour les tribunaux la mise en demeure est une con-

(1) *Bulletin de l'inspection du Travail* année 1894 page 630.

(2) *Bulletin de l'inspection du Travail* année 1898 page 112.

dition substantielle, créatrice de l'élément pénal, que rien ne peut remplacer.

A l'occasion du décret du 18 juillet 1902 réglementant l'emploi du blanc de céruse un inspecteur avait remis aux peintres en bâtiments de sa circonscription un registre sur lequel il avait inscrit :

« Signifié le décret du 18 juillet 1902 réglementant
« l'emploi de la céruse, aux prescriptions duquel il
« faudra se conformer dans le délai d'un mois. Prin-
« cipales dispositions du décret : art. 1^{er}... art. 2...
« art. 3... art. 4... art. 5...

« Date. Signature. »

Un industriel est poursuivi pour contravention à ce décret ; le tribunal de simple police condamne, en appel le tribunal correctionnel relaxe :

« Attendu que l'article 6 dispose expressément que
« toutes les fois qu'un règlement d'administration pu-
« blique viendra assujettir une industrie à cette loi, une
« mise en demeure sera nécessaire, laquelle devra
« avoir lieu par écrit sur le registre de l'usine et qu'il
« sera de plus indulgé un délai d'un mois passé lequel
« la contravention devra avoir disparu ;

« Attendu qu'il est impossible de méconnaître la
« précision significative de la loi, qu'elle parle de
« mise en demeure, c'est-à-dire d'une interpellation
« directe et spéciale de la contravention relevée ; que,
« de plus, cette mise en demeure devra avoir lieu sur
« le registre de l'atelier ;

« Attendu que le législateur en subordonnant la
« répression à l'expiration d'un certain délai a évidem-
« ment dérogé au droit commun, *la dite répression est*
« *étroitement liée à la mise en demeure elle-même*
« *comme condition indispensable et nécessaire ;*

« Attendu qu'il ne s'agit pas là d'une simple question
« de procédure pouvant être compensée par des équi-
« valents, mais pour ainsi dire d'une *formalité subs-*
« *tantielle créatrice de l'élément pénal lui-même ;*

« Attendu que cette dernière observation répond
« amplement à la thèse de la prévention par laquelle
« la notification du décret de 1902 à la requête de
« l'inspecteur du travail remplacerait la mise en de-
« meure absente ; qu'en effet, les chefs d'industrie sont
« soumis à la maxime que nul n'est censé ignorer la
« loi et que, par suite, une semblable notification ne
« peut avoir aucune portée ;

« Attendu, surabondamment, que cela est si vrai
« que le décret devant être affiché dans les ateliers, cet
« affichage constitue une notification permanente,
« œuvre de la loi elle-même, que cependant il serait
« téméraire de soutenir qu'elle remplace la mise en
« demeure de la loi de 1893 ;

« Attendu qu'en présence de l'omission des forma-
« lités prescrites, il y a lieu d'annuler le procès-verbal
« dressé et par suite de relaxer le prévenu des fins de
« la poursuite... »

De même rappeler à un industriel « qu'en hiver les

salles doivent être chauffées » (art. 5 du décret du 10 mars 1894) ne constitue pas une mise en demeure, cette mention n'indique pas l'insuffisance du chauffage, elle ne constate pas l'existence d'une contravention ; c'est un simple rappel de la loi inutile et inopérant (1).

Un ouvrier a la main prise dans l'engrenage d'une mortaiseuse, procès-verbal est dressé : acquittement « parce qu'il n'a été indiqué seulement sur le registre « de l'usine qu'il n'y avait qu'à entourer d'organes « protecteurs les tours ainsi que les engrenages des « machines à vapeur, que la mortaiseuse cause de « l'accident n'a pas été indiquée comme dange-
« reuse (2) ».

Conséquences.

On voit à quelles difficultés se heurte un inspecteur soucieux de faire appliquer la loi du 12 juin 1893 et ses décrets.

Il se présente dans une usine ; demande le registre : il n'y en a pas — ou bien le patron est absent — ou bien le livre de l'usine a été égaré ; il insiste : on lui présente un chiffon de papier ; rien à dire. D'après

(1) Jugement du Tribunal de Lille 11 mai 1904. *Bulletin de l'inspection du Travail*, année 1904, page 216.

(2) Rapports sur l'application pendant l'année 1898 des lois réglementant le travail : Rapport de M. Despaux, inspecteur de la 2^e circonscription page 57.

une circulaire on devra bien, lors d'une prochaine visite, mettre l'inspecteur à même de vérifier quelles mises en demeure ont déjà été faites, mais en l'absence de tout texte précis, impossible de dresser contravention.

Supposons qu'un registre soit effectivement présenté à l'agent ; dans certains établissements industriels où les machines sont nombreuses il peut y avoir lieu à de multiples contraventions ; il faudra inscrire des pages entières de mise en demeure, des décrets seront à reproduire presque complètement tels, par exemple, celui du 28 juillet 1904 sur le couchage du personnel et celui du 4 avril 1905 sur la manipulation du linge sale.

Pour *une seule* machine à percer mue mécaniquement un inspecteur aura à transcrire sur le registre des mises en demeure plusieurs dispositions du décret du 10 mars 1894 :

L'art. 12, § 1^{er}, concernant les engrenages, courroies, volants qui doivent être munis d'appareils protecteurs ; § 3, qui prescrit que le maniement des courroies sera toujours fait au moyen de systèmes tels que : monte-courroies, porte-courroies évitant l'emploi direct de la main ;

L'art. 13, qui exige que la mise en train et l'arrêt des machines soient toujours précédés d'un signal convenu ;

L'art. 15, ordonnant l'installation de dispositifs

de sûreté pour le nettoyage et le graissage des transmissions et mécanismes en marche ;

L'art. 18, d'après lequel les ouvriers et ouvrières ayant à se tenir près des machines doivent porter des vêtements ajustés et non flottants.

Toutes ces dispositions l'inspecteur peut avoir à les reproduire en présence de l'industriel car, pour être sûr d'obtenir une condamnation de la part des tribunaux, il faut entrer dans les moindres détails, bien préciser chaque contravention.

2° Critique du délai de mise en demeure.

Dans tous les cas prévus par les règlements d'administration publique, l'inspecteur doit, avant de poursuivre, accorder un mois de délai pour permettre à l'industriel d'apporter à son établissement les améliorations demandées.

Le décret du 10 mars 1894, en accumulant les détails, en prescrivant l'emploi de mesures élémentaires, a empiété, à notre avis, sur le domaine de la loi dont le texte eut suffi souvent à entraîner une condamnation immédiate ; il a empêché l'inspecteur d'user dans certains cas d'une initiative utile en conformité absolue avec l'intention du législateur.

« Les établissements visés à l'article 1^{er} doivent être « tenus dans un état constant de propreté », art. 2 de la loi du 12 juin 1893, § 1^{er}.

Ce texte ne suffisait-il pas ? Un inspecteur entrant dans une usine, il la trouvait malpropre, mal entretenue : ne pouvait-il pas, en vertu de la disposition citée, dresser immédiatement contravention ?

Le décret reprend les termes de la loi, ordonne le nettoyage quotidien et dans le § 3 de son article 1^{er} donne de minutieux conseils pour que l'atelier soit dans un état satisfaisant de propreté, « ce nettoyage « sera fait soit par un lavage, soit à l'aide de brosses « ou de linges humides ».

De ce fait l'inspecteur est lié, un règlement d'administration publique est intervenu, l'article 6 de la loi est applicable. « Votre atelier est malpropre, je vous mets « en demeure de le nettoyer, vous avez *un mois*, pour « cela, passé ce délai, je vous dresse procès-verbal ».

Dans une entreprise de charpentes les précautions exigées n'ont pas été prises, l'ouvrier est à la merci d'un faux pas, d'une distraction, « Je vous mets en demeure « de munir vos échafaudages sur toutes les faces de « garde-corps rigides de 90 centimètres de haut. Vous « avez un mois passé ce délai, procès-verbal ».

Un patron consciencieux ignorant, peut-être de bonne foi, tous les détails de la réglementation se mettra immédiatement en règle mais celui qui ne verra dans le travail de ses ouvriers qu'un moyen de gagner le plus possible ne fera rien.

Un mois ? Mais d'ici là tout sera terminé, on sera ailleurs, si l'inspecteur revient à l'ancien chantier il

ne trouvera personne, s'il découvre le nouveau, il faudra une autre mise en demeure, c'est une nouvelle contravention à constater.

Des ouvriers travaillent dans des puits, des fosses d'aisances, on ne les a pas attachés avec des ceintures de sûreté comme l'exige le décret du 10 mars 1894 ; l'inspecteur constate la contravention : 1 mois de délai.

Des ateliers ne sont pas aérés, il y séjourne des matières putrescibles, les ouvriers y prennent leurs repas, les portes d'accès sont encombrées : l'inspecteur est désarmé : 1 mois de délai ; article 6 de la loi du 12 juin 1893.

On a reproché aux inspecteurs leur insouciance, on a dit qu'ils n'accomplissaient pas toujours leur devoir mais combien la loi leur a souvent rendu la tâche difficile ! Ils sont peu nombreux, leurs visites ne peuvent être fréquentes, malgré tout le zèle dont ils peuvent faire preuve ; qu'importe à l'industriel d'être contrôlé aujourd'hui, il sait être tranquille pour longtemps. Si une mise en demeure a été faite, il faudra après un mois revenir pour constater qu'elle n'a pas été suivie d'effet et l'inspecteur entendra les tribunaux discuter sur la forme employée et affirmer que toutes les conditions de validité n'ont pas été remplies ; si une condamnation est prononcée elle ne dépassera pas 15 francs d'amende.

Conséquences.

M. Briat dans le rapport déjà cité n'hésite pas à rendre la mise en demeure responsable de nombreux accidents, puisqu'elle ne permet pas à l'inspecteur de faire cesser immédiatement un état de choses jugé dangereux.

Il cite le cas d'un entrepreneur du métropolitain qui faisait travailler ses ouvriers dans des trous, assez profonds, dont les parois n'étaient munies d'aucun blindage — beaucoup d'échafaudages n'avaient pas la base d'appui réglementaire. Il est prescrit de ne jamais faire fonctionner un treuil sans l'avoir muni d'un cliquet empêchant le contenu des seaux de retomber sur la tête des ouvriers et dans beaucoup de cas cette précaution élémentaire n'est pas prise.

M. Briat parle encore d'un entrepreneur qui, malgré plusieurs mises en demeure, n'avait rien voulu faire, prétendant que ce que l'on exigeait de lui était irréalisable : conséquence, deux accidents se produisirent, il y eut plusieurs blessés.

Par négligence, un industriel est cause de la mort de deux ouvriers, il lui en coûte 500 francs en correctionnelle.

A l'Association pour la protection légale des Travailleurs M. Moncolin, secrétaire adjoint de la Chambre syndicale des ouvriers terrassiers, prétendait qu'en

1909, depuis le commencement des travaux du métropolitain, 5.000 ouvriers avaient été blessés, il y avait eu 500 incapacités permanentes et 70 morts et il disait à propos du délai de mise en demeure : « A quoi
« cela sert-il de faire intervenir un inspecteur du Tra-
« vail? Lorsqu'il passe sur un chantier et qu'il si-
« gnale un échafaudage ou un puits qui ont besoin
« de réparation, on ne le fera que dans un mois. Der-
« nièrement, un accident est arrivé au tube Berlier où
« cinq de nos camarades sont tombés en bas d'un
« échafaudage. L'un d'eux a été tué. Le chef du chan-
« tier avait signalé le danger. Eh bien si l'inspecteur
« du Travail était passé, comme il aurait fallu un mois
« pour appliquer ces prescriptions, l'accident se se-
« rait produit tout de même. Je dis donc que la mise
« en demeure est nuisible. »

CHAPITRE IV

REMÈDES PROPOSÉS

La procédure de mise en demeure telle que l'avait créée la loi du 12 juin 1893 était donc jugée défectueuse.

On l'avait justifiée en disant que la nouvelle loi sur l'hygiène et la sécurité des Travailleurs allait imposer à l'industrie une réglementation sévère.

Il y avait dans la loi même puis dans les décrets des dispositions tellement vagues que, de bonne foi, un industriel pouvait, dans certains cas, prétendre qu'il ne se croyait pas en contravention.

Les inspecteurs reconnaissaient, d'ailleurs, que dans leurs visites ils ne rencontraient pas, en général, d'opposition systématique ; on ne se refusait pas, le plus souvent, à apporter les améliorations demandées, quelquefois cependant il se trouvait des patrons grincheux pour abuser du délai que le législateur avait accordé et qui ne changeaient rien à l'état défectueux de leur établissement ; contre ces derniers, il fallait donner des armes aux inspecteurs en corrigeant

ce qui, dans la loi, pouvait donner lieu à des abus ?
Quels remèdes employer ?

Dans la discussion qui suivit le rapport fait à l'Association pour la protection légale des Travailleurs et à laquelle prirent part des inspecteurs du Travail, plusieurs solutions furent proposées. Nous allons les passer en revue, puis nous reproduirons les conclusions sur lesquelles l'accord s'était fait.

1° Il faut supprimer la mise en demeure : c'est l'opinion du rapporteur. Les lois de 1874 et de 1892 qui contenaient déjà des prescriptions d'hygiène et de sécurité ignoraient cette procédure ; circulaires ministérielles et décisions de jurisprudence ont rendu la loi du 12 juin 1893 d'une application difficile.

L'arbitraire de la part des inspecteurs n'est pas à craindre, les tribunaux apprécieront les motifs des poursuites, les règlements sont rendus après avis du Conseil d'Etat et des commissions techniques, ce qui donne toute garantie aux employeurs.

Les décisions des inspecteurs départementaux sont, en outre, visées en deuxième ressort par les inspecteurs divisionnaires qui ont des connaissances pratiques plus solides.

2° Le principe de la mise en demeure doit rester dans la loi.

Certaines exigences du décret de 1894 soulèvent des difficultés d'ordre technique ; il peut y avoir, du fait de ce décret, des modifications importantes à exiger

dans une usine, le patron ne doit pas être mis dans l'obligation de transformer son établissement sans délai.

Ce qu'il faut, c'est augmenter la liste des cas où il n'y a pas lieu à mise en demeure en complétant dans ce sens l'article 2 de la loi.

Procès-verbal immédiat : si une usine n'est pas balayée, si pour des travaux dans les puits les précautions exigées n'ont pas été observées, si les machines, moteurs, chaudières sont accessibles à tous les ouvriers, si les escaliers ne sont pas munis de fortes rampes, les puits de solides barrières, les échafaudages de garde-corps, etc...

3° La mise en demeure ne peut être supprimée, mais il faut laisser à l'inspecteur le droit de fixer un délai à l'expiration duquel, si les modifications commandées n'ont pas été apportées, procès-verbal sera dressé.

4° Il y a des cas où il ne peut être question de supprimer la mise en demeure : évacuation des poussières, des buées, etc...

Il y a des cas où il ne doit pas y avoir mise en demeure : nettoyage d'usine, garde-corps aux échafaudages, etc...

Laissons à des règlements d'administration publique le soin de déterminer quand un délai sera nécessaire.

5° On pourrait distinguer trois cas :

a) Des travaux jugés indispensables par l'inspecteur intéressent le gros-œuvre de l'établissement ou nécessitent des recherches d'ordre technique : mise en demeure de 15 jours avec faculté de réclamer au ministère du Travail, qui, après avis du comité consultatif des Arts et Manufactures accordera, s'il le juge à propos, jusqu'à 18 mois ;

b) Les travaux jugés indispensables par l'inspecteur doivent être accomplis d'urgence, il y a pour les ouvriers danger de mort ou d'accident grave ; procès-verbal immédiat sur le registre de l'usine avec indication du délai strictement nécessaire et si le patron se refuse à obéir : citation devant le tribunal correctionnel ;

c) Dans les autres cas, mise en demeure avec fixation d'un délai qui ne sera jamais inférieur à 48 heures et avant l'expiration duquel le contrevenant aura le droit d'adresser une réclamation à l'inspecteur divisionnaire qui pourra accorder trois mois.

Dans tous les cas le patron devrait, à l'expiration du délai, faire connaître à l'inspecteur départemental si satisfaction avait été accordée aux ordres donnés.

De plus, dans chaque usine, il y aurait, rendu obligatoire par la loi, un registre dont l'existence était jusqu'alors subordonnée à la bonne volonté de l'employeur.

6° Des règlements d'administration publique détermineraient les prescriptions qui ne doivent donner

lieu à aucune formalité préalable : prescriptions faciles à réaliser, contraventions qui constituent une faute lourde.

Pour tous les cas non prévus par ces règlements la mise en demeure subsisterait mais il y aurait lieu de distinguer :

a) Les modifications portent sur le gros œuvre de l'usine : le ministre, après avis du comité consultatif des Arts et Manufactures, peut accorder jusqu'à trois ans ;

b) Les modifications ne sont pas importantes : possibilité de simplifier la procédure actuelle de mise en demeure : L'inspecteur ne fixe pas de délai supérieur à 1 mois, le ministre à 6 mois, mais un nouvel avertissement n'est pas nécessaire au cas où une contravention identique à celle relevée a déjà donné lieu à avertissement.

En fin de discussion le texte suivant fut adopté par l'Association : L'art. 6 de la loi du 12 juin 1893 est ainsi modifié :

Art. 6, § 1^{er}. — Toutefois, en ce qui concerne l'application des règlements d'administration publique prévus à l'article 3 ci-dessus, mais seulement lorsque l'exécution des prescriptions nécessite des transformations importantes portant sur le gros œuvre de l'usine, ou soulève des difficultés d'ordre technique, qu'il n'est pas possible de dresser procès-verbal, les inspecteurs mettront les chefs d'établissement en de-

meure de se conformer aux prescriptions dudit règlement.

§ 2. — Cette mise en demeure sera faite par écrit sur un registre spécial de contrôle dont chaque établissement devra être muni, et qui sera constamment tenu à la disposition de l'inspecteur. Elle sera datée et signée, indiquera les contraventions relevées et fixera un délai à l'expiration duquel ces contraventions devront avoir disparu. Ce délai ne sera jamais inférieur à 1 mois.

§ 3. — Dans les quinze jours qui suivent cette mise en demeure, le chef d'établissement adresse, s'il le juge convenable, une réclamation au ministre du Travail et de la Prévoyance sociale. Ce dernier peut, après avis consultatif du comité des Arts et Manufactures, accorder au chef de l'établissement un délai dont la durée, dans tous les cas, n'excèdera pas trois ans.

§ 4. — Notification de la décision est faite au chef de l'établissement dans la forme administrative, avis en est donné à l'inspecteur.

§ additionnel. — En dehors des cas exceptionnels prévus au § 1^{er} du présent article, les inspecteurs pourront, si l'état contraventionnel constaté n'expose les ouvriers à aucun danger actuel et imminent, surseoir aux poursuites pendant un délai qui ne devra pas excéder un mois. Mention de ce délai sera porté au registre spécial de contrôle. Il sera donné suite aux

contraventions constatées si, à l'expiration de ce délai, le chef d'établissement n'a pas fait connaître par lettre recommandée, à l'inspecteur du Travail, les mesures qu'il a prises pour se conformer aux prescriptions réglementaires.

Progrès réalisés.

1° La mise en demeure n'existe plus qu'à l'occasion de travaux portant sur le gros œuvre de l'usine ou soulevant des difficultés d'ordre technique ;

2° Un registre spécial de contrôle est créé dans chaque établissement ;

3° Le ministre peut accorder un délai de 3 ans pour les travaux très importants (au cours de la discussion on avait reconnu que le délai légal de 18 mois est dans certains cas insuffisant) ;

4° S'il n'y a pas pour les ouvriers danger actuel ou imminent, l'inspecteur peut accorder un mois avant de poursuivre, à charge pour le patron de faire connaître à l'expiration du délai les mesures qui ont été prises.

CHAPITRE V

LOI DU 31 DÉCEMBRE 1912

Le 12 juillet 1911, M. Renoult, ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, déposa sur le bureau du Sénat un projet de loi modifiant les articles 2, 4, 6 de la loi du 12 juin 1893, 11 juillet 1903.

(*Documents parlementaires*, Sénat, année 1911, n° 267, pages 940 et 941).

TEXTE DU PROJET

Art. 1^{er}. — L'article 2 de la loi du 12 juin 1893 modifié par la loi du 11 juillet 1903 est remplacé par l'article 2 ci-après :

Art. 2, § 1^{er}. — Les établissements visés à l'article 1^{er} doivent être tenus dans un état constant de propreté et présenter les conditions d'hygiène et de salubrité nécessaires à la santé du personnel.

Ils doivent être aménagés de manière à garantir la sécurité des travailleurs.

Les machines, mécanismes, appareils de transmis-

sion, outils et engins doivent être installés et tenus dans les meilleures conditions possibles de sécurité.

§ 2. — Les ouvriers appelés à travailler dans les puits, conduites de gaz, canaux de fumée, fosses d'aisance, cuves ou appareils quelconques contenant des gaz délétères, doivent être attachés par une ceinture ou protégés par un autre dispositif de sûreté.

Les puits, trappes et ouvertures doivent être clôturés.

Les moteurs doivent être isolés par des cloisons ou barrières de protection.

Les escaliers doivent être solides et munis de fortes rampes.

Les échafaudages doivent être munis de garde-corps rigides de 90 centimètres de haut.

Toutes les pièces saillantes mobiles et autres parties dangereuses des machines, et notamment les bielles, roues, volants, les courroies et câbles, les engrenages, les cylindres et cônes de friction seront, soit munis de dispositifs protecteurs tels que gânes et chéneaux de bois ou de fer, tambours pour les courroies et les bielles, ou de couvre-engrenages, garde-mains, grillages, soit séparés des ouvriers de telle manière que l'approche n'en soit possible que pour les besoins du service.

§ 3. — Les dispositions prévues au présent article sont applicables aux théâtres, cirques et autres établissements de spectacles.

Art. 2. — A l'article 4 de la loi du 12 juin 1893 modifiée par la loi du 11 juillet 1903 sont ajoutés les paragraphes suivants :

Les chefs d'établissement doivent établir une liste de leurs chantiers temporaires et tenir cette liste à la disposition de l'inspecteur du Travail, au siège de leur établissement ;

Ils doivent en outre aviser par écrit l'inspecteur du Travail de l'ouverture de tout chantier occupant dix ouvriers au moins pendant plus d'une semaine.

Art. 3. — L'article 6 de la loi du 12 juin 1893 modifiée par la loi du 11 juillet 1903 est modifié ainsi qu'il suit :

Toutefois, en ce qui concerne l'application des règlements d'administration publique prévus par l'article 3 ci-dessus, les inspecteurs, avant de dresser procès-verbal, mettront les chefs d'établissement en demeure de se conformer aux prescriptions dudit règlement.

Cette mise en demeure sera faite par écrit sur un registre qui doit être ouvert, à cet effet, par le chef d'établissement et tenu par lui constamment à la disposition des inspecteurs. Elle sera datée et signée, indiquera les contraventions relevées et fixera un délai à l'expiration duquel ces contraventions devront avoir disparu. Ce délai ne pourra être inférieur au délai minimum fixé, pour chacune des dispositions des règlements d'administration publique, par les dits règlements.

Avant l'expiration de ce délai, s'il ne dépasse pas 15 jours et au plus tard dans les 15 jours qui suivent la mise en demeure le chef d'établissement adresse, s'il le juge convenable, une réclamation au ministre du Travail et de la Prévoyance sociale. Ce dernier peut, lorsque l'obéissance à la mise en demeure nécessite des transformations importantes portant sur le gros-œuvre de l'établissement, après avis conforme du comité consultatif des Arts et Manufactures, accorder à l'industriel un délai dont la durée, dans tous les cas, ne dépassera pas dix-huit mois.

Notification de la décision est faite au chef d'établissement dans la forme administrative, avis en est donné à l'inspecteur.

Art. 4. — La présente loi sera applicable six mois après la date de sa promulgation.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Ce projet apportait à la législation antérieure une double modification : l'une concernait la mise en demeure prévue par l'article 6 de la loi, l'autre concernait la déclaration des chantiers temporaires.

Ces changements avaient été demandés souvent par les inspecteurs du Travail dans leurs rapports annuels et par les organisations ouvrières.

Ce n'est pas tant la mise en demeure elle-même qui a été critiquée que le délai obligatoire d'un mois pour

toute contravention aux règlements d'administration publique, « aussi en ce qui concerne la mise en demeure le projet qui vous est soumis ne supprime « cette formalité d'une façon absolue que dans un petit nombre de cas ».

Cette procédure est très utile et on ne peut en contester les avantages: « La mise en demeure offre, en « effet, une double garantie aux industriels, elle leur « donne un certain délai pour exécuter les prescriptions des règlements, et leur permet en outre de « saisir le ministre et, par le ministre, le comité des « Arts et Manufactures, des difficultés d'interprétation « ou d'exécution que peut provoquer l'application de « ces prescriptions. »

Le ministre ajoute qu'il ne peut être question de supprimer la mise en demeure dans la généralité des cas mais seulement « pour les prescriptions des règlements qui offrent ce double caractère d'une part, de « pouvoir être exécutées immédiatement et sans « grande dépense, d'autre part de n'être assujetties ni « à controverse ni à appréciation ».

Pour certaines autres prescriptions qui cependant pourraient être exécutées immédiatement et à peu de frais, on n'a pas cru devoir supprimer la mise en demeure, à cause des questions d'interprétation et d'appréciation auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu, pour elles l'industriel en cas de difficulté avec l'inspecteur devait conserver son recours au mi-

nistre, mais « il serait excessif d'accorder dans tous les
« cas un délai d'un mois pour l'exécution de ces dispo-
« sitions. En ce qui concerne le chauffage, par
« exemple, là où des appareils de chauffage existent,
« le délai pour leur mise en marche peut, sans incon-
« vénient, être très inférieur à un mois.

« C'est pourquoi le projet, tout en maintenant
« l'obligation de la mise en demeure préalable pour
« les dispositions de cette nature, permet de fixer pour
« chacune d'elles un minimum qui pourra être infé-
« rieur à 1 mois. »

Jusqu'ici aucune déclaration n'était demandée con-
cernant les chantiers temporaires, c'était par hasard
que les inspecteurs mettaient les chefs de ces chantiers
en demeure de se conformer aux prescriptions régle-
mentaires. « En ce qui touche les chantiers tempo-
« raires, le projet de loi qui vous est soumis fait
« une distinction entre les chantiers suivant leur im-
« portance. Tous les chantiers, quels qu'ils soient, se-
« raient portés sur une liste tenue à la disposition de
« l'inspecteur mais celui-ci ne serait avisé directement
« par écrit que de l'ouverture de ceux de ces chantiers
« qui ont une certaine importance. »

M. Strauss, rapporteur du projet au Sénat (1), re-
connait que les prescriptions légales et réglementaires
sont quelquefois restées vaines et inopérantes, et, résu-

(1) *Documents parlementaires*, Sénat, année 1912, n° 93, p. 704
et s.

mant l'interprétation que la jurisprudence avait donnée de la loi des 12 juin 1893, 11 juillet 1903, s'exprime ainsi :

« En somme, l'application de la loi du 12 juin 1893
« est subordonnée d'une manière générale à la procé-
« dure de mise en demeure, sauf pour les quelques
« prescriptions précises contenues dans l'article 2 de
« la loi ».

Puis, le Rapporteur étudie les conclusions adoptées par l'Association pour la protection légale des Travailleurs, qui tendent à ce que la mise en demeure ne soit exigée que pour les travaux importants à l'intérieur de l'usine. Il reconnaît que cette distinction est fort sage mais « peut donner lieu à des divergences
« d'appréciation » ; des conflits seraient à redouter entre inspecteur et patron.

M. Strauss estime qu'il faut remédier à la situation existante : les chambres de commerce elles-mêmes sont de cet avis. Celle de Versailles croit qu'on ne doit pas faire opposition au projet de loi, mais demande instamment que le délai de mise en demeure soit limité à un nombre de cas restreints et très nettement définis. Celle de Marseille approuve le projet :

« Ces prescriptions constituent un ensemble des
« mesures propres à éviter les accidents trop nom-
« breux et l'on ne peut que féliciter le législateur de
« les ordonner. La loi doit suppléer à l'égoïsme des

« uns et à l'insouciance des autres et, il faut bien le
« dire, à la routine systématique des ouvriers qui re-
« poussent systématiquement dans bien des cas les
« conseils et les moyens mis à leur disposition pour
« éviter les accidents. »

Et le Rapporteur conclut qu'il s'agit d'une loi de solidarité et de justice qui ne rencontre dans le monde industriel aucune hostilité.

La Commission du Sénat n'accepta pas intégralement le texte que lui proposait le ministre du Travail ; le 6^e alinéa du § 2 de l'art. 2 fut par elle ainsi modifié :

« Les pièces mobiles suivantes des machines et
« transmissions, bielles et volants de moteurs, arbres
« de transmission, engrenages, cônes ou cylindres de
« friction doivent être munies d'un dispositif protec-
« teur ou séparées des ouvriers à moins qu'elles ne
« soient hors de portée de la main.

« Il en est de même des courroies ou câbles traversant le sol d'un atelier ou fonctionnant sur des poulies de transmission placées à moins de 2 mètres du sol.

« Le maniement à la main des courroies en marche doit être évité par des appareils adaptés aux machines ou mis à la disposition du personnel. »

Le projet du gouvernement ne fixait aucun minimum pour le délai de mise en demeure laissant aux règlements d'administration publique le soin d'en déterminer la durée pour chaque cas en particulier :

la commission du Sénat trouva cette réforme trop hardie et voulut que l'on accordât au moins 4 jours à l'industriel, puis elle tint à déclarer d'une façon expresse que la réclamation au Ministre était suspensive et devait être soumise après enquête au comité consultatif des Arts et Manufactures qui, s'il y avait lieu, entendrait le réclamanant. Le texte de l'art. 3 du projet fut ainsi modifié :

« Toutefois, en ce qui concerne l'application des
« règlements d'administration publique prévus par
« l'article 3 ci-dessus, les inspecteurs avant de dresser
« procès-verbal mettront les chefs d'établissement en
« demeure de se conformer aux prescriptions du dit
« règlement. Cette mise en demeure sera faite par
« écrit sur un registre qui doit être ouvert à cet effet
« par tout chef d'établissement soumis à la présente
« loi et tenu constamment à la disposition des inspec-
« teurs. Elle sera datée et signée, indiquera les con-
« trventions constatées et fixera un délai à l'expira-
« tion duquel ces contraventions devront avoir disparu.
« Ce délai qui ne pourra en aucun cas être inférieur
« à quatre jours devra être fixé en tenant compte des
« circonstances à partir du minimum établi pour cha-
« que cas par le règlement d'administration publique.

« Avant l'expiration de ce délai et au plus tard dans
« les 16 jours qui suivront la mise en demeure, le chef
« d'établissement adresse, s'il le juge convenable, une
« réclamation au ministre du Travail et de la Pré-

« voyance sociale. Cette réclamation est suspensive :
« elle est soumise, après enquête, au comité consultatif
« des Arts et Manufactures qui entend le réclamant,
« s'il y a lieu. Lorsque l'obéissance à la mise en de-
« meure nécessite des transformations importantes
« portant notamment sur le gros œuvre de l'établis-
« sement, le ministre accorde au réclamant le délai qui
« aura été reconnu nécessaire et suffisant par le comité
« consultatif des Arts et Manufactures. La durée de ce
« délai ne dépassera jamais 18 mois. »

Après le dépôt du projet de loi et avant que la discussion ne vînt devant le Sénat, avait été promulguée la loi du 26 novembre 1912 codifiant le livre II du code de Travail et de la Prévoyance sociale dans lequel la loi sur l'Hygiène et la sécurité des Travailleurs avait été incorporée.

L'article 1^{er} de la loi était devenu l'article 65 du Code ; l'article 2 était devenu l'article 66 et l'article 3, l'article 67.

L'article 6 avait formé les articles 68, 69, 70 ; on retrouvait l'article 4 aux articles 93 et 94 et l'article 5 à l'article 107.

Il fallut adapter le nouveau projet aux dispositions du code et M. Strauss fit un second rapport dans ce but (1).

(1) *Documents parlementaires*, Sénat, année 1912, annexe 368, p. 18 et s.

NOUVEAU TEXTE

Art. 1^{er}. — Il est ajouté au § 1^{er} de l'article 65 du livre II du Code de Travail et de la Prévoyance sociale à la suite des mots « entreprises de chargement et de déchargement » les mots théâtres, cirques et autres établissements de spectacles ».

Art. 2. — L'article 66 du livre II du Code de Travail et de la Prévoyance sociale est remplacé par les articles 66 et 66 *a* ci-après.

Art. 66 — Les établissements visés à l'article précédent doivent être tenus dans un état constant de propreté et présenter les conditions d'hygiène et de salubrité nécessaires à la santé du personnel.

Ils doivent être aménagés de manière à garantir la sécurité des Travailleurs.

Les machines, mécanismes, appareils de transmission, outils et engins doivent être installés et tenus dans les meilleures conditions possibles de sécurité.

Art. 66 a. — Les ouvriers appelés à travailler dans les puits, conduites de gaz, canaux de fumée, fosses d'aisances, cuves ou appareils quelconques pouvant contenir des gaz délétères doivent être attachés par une ceinture ou protégés par un autre dispositif de sûreté.

Les puits, trappes et ouvertures de descente doivent être clôturés.

Les moteurs doivent être isolés par des cloisons ou barrières de protection.

Les escaliers doivent être solides et munis de fortes rampes.

Les échafaudages doivent être munis de garde-corps rigides de 90 centimètres de haut.

Les pièces mobiles suivantes des machines et transmissions, bielles et volants de moteur, roues, arbres de transmission, engrenages, cônes ou cylindres de friction doivent être munis d'un dispositif protecteur ou séparés des ouvriers à moins qu'ils ne soient hors de portée de la main.

Il en est de même des courroies ou câbles traversant le sol d'un atelier ou fonctionnant sur des poulies de transmission situées à moins de deux mètres du sol.

Le maniement à la main des courroies en marche doit être évité par des appareils adaptés aux machines ou mis à la disposition du personnel.

Art. 3. — Les articles 69 et 70 du livre II du Code de Travail et de la Prévoyance sociale sont remplacés par les articles ci-après :

Art. 69. — Cette mise en demeure est faite par écrit sur le registre prévu à cet effet par l'article 90 *a*, elle sera datée et signée, indiquera les contraventions constatées et fixera un délai à l'expiration duquel ces contraventions devront avoir disparu. Ce délai qui ne pourra en aucun cas être inférieur à 4 jours devra

être fixé en tenant compte des circonstances à partir du minimum établi pour chaque cas par le règlement d'administration publique.

Art. 70. — Avant l'expiration du délai prévu à l'article précédent et au plus tard dans les 15 jours qui suivront la mise en demeure, le chef d'établissement adresse, s'il le juge convenable, une réclamation au ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.

Cette réclamation est suspensive, elle est soumise après enquête au comité consultatif des Arts et Manufactures qui entend le réclamant s'il y a lieu. Lorsque l'obéissance à la mise en demeure nécessite des transformations importantes portant notamment sur le gros œuvre de l'établissement, le ministre accorde au réclamant le délai qui aura été reconnu nécessaire et suffisant par le comité consultatif des Arts et Manufactures. La durée de ce délai ne dépassera jamais 18 mois.

Notification de la décision est faite au chef d'établissement dans la forme administrative.

Art. 4. — L'article 82 du livre II du Code de Travail et de la Prévoyance sociale est modifié comme suit.

Art. 82. — Les règles édictées dans le présent chapitre s'appliquent, sauf indication contraire, aux établissements énumérés à l'article 1^{er} occupant des enfants et des femmes.

Art. 5. — Sont codifiés dans la teneur ci-après et

forment les articles 90 *a* et 98 *b* du livre II du Code de Travail et de la Prévoyance sociale les dispositions ci-après.

Art. 90 a. — Les chefs d'établissement soumis à l'article 65 doivent également établir un registre destiné à l'inscription des mises en demeure signifiées en vertu des articles 68 et 69 et tenir constamment ce registre à la disposition des inspecteurs.

Art. 90 b. — Les chefs d'établissement soumis à l'article 65 doivent également établir une liste de leurs chantiers temporaires et tenir cette liste à la disposition de l'inspecteur du Travail au siège de leur établissement.

Ils doivent en outre aviser par écrit l'inspecteur du Travail de l'ouverture de tout chantier occupant dix ouvriers au moins pendant plus d'une semaine.

Art. 6. — A l'article 182 du livre II du Code de Travail et de la Prévoyance sociale les mots 89 à 91 sont remplacés par les mots « 89, 90 et 91 ».

Art. 7. — La présente loi sera applicable six mois après la date de sa promulgation.

Le Sénat adopta le texte que lui proposait sa commission : une seule question fut soulevée par M. Tournon, elle concernait l'ancien article 14 de la loi du 12 novembre 1892 devenu l'article 71 du livre II du nouveau Code. L'honorable sénateur déposa l'amendement suivant (1) :

(1) Sénat, Séance du 17 décembre 1912. *J. O.*, p. 1513.

Ajouter au projet un paragraphe ainsi conçu :

« L'art. 71 du livre II du Code de Travail et de la Prévoyance sociale est abrogé et remplacé par l'article ci-après.

« Art. 71. — Les chefs des établissements industriels et commerciaux dans lesquels sont employés des enfants, ouvriers ou apprentis âgés de moins de 18 ans ou des femmes doivent veiller au maintien des bonnes mœurs et à l'observation de la décence publique. »

Disparaissait ainsi de l'article 71 toute cette première partie :

« Les établissements visés à l'article premier et leurs dépendances dans lesquels sont employés des enfants, ouvriers ou apprentis de moins de 18 ans ou des femmes doivent être tenus dans un état constant de propreté, convenablement éclairés et ventilés. Ils doivent présenter toutes les conditions de sécurité et de salubrité nécessaires à la santé du personnel.

« Dans tout établissement contenant des appareils mécaniques, les roues, les courroies, les engrenages ou tout autre organe pouvant offrir une cause de danger sont séparés des ouvriers de telle manière que l'approche n'en soit possible que pour les besoins du service.

« Les puits, trappes et ouvertures de descente doivent être clôturés. »

Pour justifier son amendement M. Touron disait :
« Actuellement, lorsqu'il s'agit de contraventions en

« matière de sécurité et d'hygiène dans un atelier où
« se trouvent des enfants ou des femmes, l'industriel
« est passible d'autant d'amendes qu'il y a d'ouvriers
« présents dans l'atelier, et ce en vertu de la loi de
« 1892.

« Au contraire, dans le cas d'un atelier ne contenant
« que des hommes adultes, cet atelier étant régi en
« matière d'hygiène et de sécurité par la loi de 1893,
« l'industriel ne peut être condamné qu'à une seule
« amende par contravention distincte et non pas pour
« chacun des ouvriers présents.

« Le régime actuel est donc beaucoup plus dur
« pour les ateliers de femmes et d'enfants et pour les
« ateliers mixtes que pour les ateliers d'hommes ».

.
« La disposition additionnelle fait disparaître la pos-
« sibilité d'infliger à un industriel autant d'amendes
« qu'il y a de personnes employées dans son atelier
« quand il s'agit de l'hygiène et de la sécurité. »

L'amendement fut voté, mais outre le résultat dési-
ré par le sénateur, il en eut un second. Nous avons
vu que les inspecteurs pouvaient immédiatement
dresser procès-verbal sans mise en demeure pour in-
fractions aux dispositions de l'art. 14 de la loi du
2 novembre 1892 (nouvel article 71 du Code) concer-
nant l'hygiène et la sécurité dans les établissements
employant des femmes et des enfants ; l'article 14 dis-
paraissant, la mise en demeure devenait la règle pour

toutes les contraventions autres que celles prévues à l'art. 66 *a*.

M. Groussier, rapporteur du projet à la Chambre, justifiait ainsi cette modification :

« Le nouveau texte (art. 71) ne conserve que le dernier paragraphe de l'article actuellement en vigueur.

« On remarquera que les autres dispositions sont reproduites aux articles 66 et 66 *a*.

« La commission de codification avait cru devoir « maintenir deux fois ces textes parce qu'ils provenaient « de deux lois différentes, celle du 12 juin 1893 sur « l'hygiène et la sécurité et celle du 2 novembre 1892 « sur le travail des femmes et des enfants et que « leur application n'était pas soumise aux mêmes « règles.

« La mise en demeure notamment n'est prescrite « que dans la loi de 1893 et n'est pas nécessaire dans « les établissements où sont occupés des femmes et « des enfants.

« Le Sénat n'a pas cru devoir maintenir cette différence de régime parce qu'en fait il était souvent « impossible d'appliquer ces dispositions sans mise en « demeure dans les établissements visés par la loi de « 1892 et que, d'autre part, la distinction entre les nouveaux articles 66 et 66 *a* qui s'appliqueront à tous « les établissements visés par l'article 65, sans aucune « distinction, a soustrait à la mise en demeure toutes

« les dispositions pour lesquelles cela était pratique-
ment possible » (1).

La Chambre accepta sans discussion le texte que lui avait envoyé le Sénat dans la deuxième séance du 20 décembre 1912. La nouvelle loi fut promulguée au *J. O.* du 3 janvier 1913.

Comme conséquence de la loi du 31 décembre 1912 et pour se conformer aux nouvelles dispositions concernant la procédure de mise en demeure parurent une série de décrets soit généraux, soit spéciaux, modifiant ceux qui existaient.

DÉCRETS GÉNÉRAUX

1° Décret du 10 juillet 1913 concernant les mesures générales de protection et de salubrité applicables à tous les établissements assujettis.

(Il abroge le décret du 29 novembre 1904 et les décrets des 6 août 1905, 22 mars 1906, 11 juillet 1907, 7 décembre 1907, 4 avril 1910, 2 juin 1911 qui l'ont modifié).

Dans le Rapport fait au Président de la République, à l'occasion de ce nouveau décret, le ministre du Travail disait (2) :

« La loi du 31 décembre 1912 promulguée au

(1) *Documents parlementaires*, Chambre des Députés, année 1912, annexe, n° 2408, p. 215.

(2) *Bulletin de l'inspection du Travail*, année 1913, page 213.

« *Journal officiel* du 3 janvier 1913 et entrant en vi-
« gueur six mois après la date de sa promulgation a
« incorporé dans l'article 66 du Livre II du Code de
« Travail plusieurs dispositions inscrites dans le décret
« du 29 novembre 1904. Elle a apporté, en outre à,
« l'article 69 une modification aux termes de laquelle
« le délai imparti pour l'exécution des mises en de-
« meure et qui ne pourra en aucun cas être inférieur
« à 4 jours doit être fixé en tenant compte des cir-
« constances à partir d'un minimum établi pour
« chaque cas par les règlements d'administration pu-
« blique.

« Le projet ci-après n'apporte au décret du 29 no-
« vembre 1904 que les modifications de fond exigées
« pour l'application de ces dispositions de la loi du
« 31 décembre 1912.

« Le projet supprime du décret les prescriptions
« passées dans le Code. »

.

« L'article 21 du projet fixe pour chaque prescrip-
« tion du décret le délai minimum à prévoir pour
« l'exécution des mises en demeure.

« Dans la fixation de ce minimum il a été à la fois
« tenu compte, d'une part, de la plus ou moins grande
« facilité avec laquelle satisfaction peut être donnée à
« la mise en demeure, d'autre part, de l'urgence que
« peut présenter dans l'intérêt des ouvriers l'exécution
« de cette mise en demeure.

« Il y a lieu de rappeler que les délais fixés par
« l'article 21 sont des délais minima, qu'ils ne doivent
« pas être interprétés comme représentant le délai
« raisonnable à accorder dans tous les cas sans pou-
« voir descendre au-dessous du minimum fixé, ce
« délai raisonnable doit être déterminé dans chaque
« espèce, en tenant compte des circonstances, par les
« inspecteurs du Travail et en cas de réclamation des
« intéressés par le Ministre. »

2° Décret du 13 août 1913 concernant le couchage
du Personnel dans tous les établissements assujettis.
(Il abroge le décret du 28 juillet 1904).

DÉCRETS SPÉCIAUX

1° Décret du 1^{er} octobre 1913 concernant les me-
sures particulières d'hygiène applicables dans les in-
dustries où le personnel est exposé à l'intoxication sa-
turnine ;

(Il abroge le décret du 23 avril 1908 et le décret
du 28 décembre 1909).

2° Décret du 1^{er} octobre 1909 concernant l'emploi
du blanc de céruse dans les travaux de peinture ;

(Il abroge le décret du 18 juillet 1902 et le décret
du 15 juillet 1904).

3° Décret du 1^{er} octobre 1913 concernant l'opéra-
tion dite pompage dans l'industrie de la poterie
d'étain ;

(Il abroge le décret du 21 novembre 1902).

4° Décret du 1^{er} octobre 1913 concernant les mesures particulières d'hygiène applicables dans l'industrie de la couperie de poils ;

(Il abroge le décret du 2 juin 1911).

5° Décret du 1^{er} octobre 1913 concernant les mesures particulières à prendre dans les fabriques d'acéto-arsenite de cuivre ;

(Il abroge le décret du 29 juin 1895).

6° Décret du 1^{er} octobre 1913 concernant les mesures particulières d'hygiène applicables dans les établissements dont le personnel est exposé à l'infection charbonneuse ;

(Il abroge le décret du 22 août 1910).

7° Décret du 1^{er} octobre 1913 concernant la manipulation du linge sale dans les ateliers de blanchissage ;

(Il abroge le décret du 4 avril 1905).

8° Décret du 1^{er} octobre 1913 concernant l'emploi, dans les établissements de l'industrie textile des cotons, ouates, gazes et autres objets ayant servi à des pansements ;

(Il abroge le décret du 30 novembre 1911).

9° Décret du 1^{er} octobre 1913 concernant le soufflage à la bouche dans les verreries ;

(Il abroge le décret du 8 octobre 1911).

10° Décret du 1^{er} octobre 1913 concernant les prescriptions particulières relatives à l'emploi du ciment à prise rapide ;

(Il abroge le décret du 12 octobre 1911).

11° Décret du 1^{er} octobre 1913 concernant la protection des Travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques ;

(Il abroge le décret du 11 juillet 1907 et le décret du 13 août 1912 qui l'a modifié).

12° Décret du 1^{er} octobre 1913 concernant les mesures particulières de protection et de salubrité applicables dans les chantiers de travaux à l'air comprimé ;

(Il abroge le décret du 15 décembre 1908 et le décret du 21 avril 1910 qui l'a modifié).

13° Décret du 22 septembre 1913 concernant les mesures particulières relatives aux étalages extérieurs des boutiques et magasins.

CONCLUSION

Dans son rapport à la commission du Sénat pour la codification des lois ouvrières, M. Strauss disait à propos de la mise en demeure :

« Dans la loi du 12 juin 1893, il résulte de la rédaction de l'article 6 que si les inspecteurs, avant de dresser procès-verbal, sont obligés à procéder à la mise en demeure pour l'application des règlements d'administration publique, ils n'y sont pas obligés pour l'application directe de la loi elle-même. Bien que cette différence soit peu explicable, la commission n'a pas jugé à propos de changer la rédaction pour diminuer les cas où la mise en demeure est nécessaire. Cette procédure est un obstacle trop fréquent à l'application pratique d'hygiène et de sécurité, elle se justifie trop difficilement à une époque où la loi est déjà ancienne et connue pour qu'il puisse être question aujourd'hui d'en étendre l'application. Si l'unification devait se faire un jour,

« c'est plutôt dans le sens de la suppression de la mise
« en demeure ou au moins de la limitation au cas où
« l'observation de la loi nécessite une transformation
« dans le gros œuvre ».

Ce jugement est-il trop sévère ? Nous ne le croyons pas.

Au cours de cette étude nous avons vu à quelles difficultés d'application se heurtait la loi du 12 juin 1893, par suite de l'obligation de la mise en demeure dans beaucoup de cas où il eut été préférable de s'en passer ; nous avons vu également, à quelles précisions minutieuses devaient s'astreindre les inspecteurs dans leurs procès-verbaux, pour qu'une mise en demeure fût susceptible d'être acceptée par les tribunaux.

Le congrès d'hygiène des Travailleurs demandait la suppression de cette procédure, de même M. Briat dans son rapport ; l'association pour la protection légale des Travailleurs et M. Strauss en désiraient le maintien seulement pour les travaux intéressant le gros œuvre ou soulevant des difficultés d'ordre technique.

Que fait la loi du 31 décembre 1912 ?

Elle augmente la liste des cas où il n'y aura plus lieu à mise en demeure, et dans les cas où elle sera exigible en ramène le délai d'un mois à 4 jours : ce n'est qu'une demi-satisfaction.

L'article 66a contient l'énumération *limitative* des cas où il y aura poursuite immédiate, mais la liste ne peut être complète, d'ailleurs le ministre a dit « qu'il

ne supprimait cette formalité que dans un petit nombre de cas ».

Aujourd'hui comme avant la loi du 31 décembre 1912, si un inspecteur se présente, en hiver, dans une usine dont les salles ne sont pas chauffées, il doit accorder un délai avant de poursuivre ; délai très court, c'est vrai, 4 jours seulement, mais délai utile ? Non. Le patron n'a aucune excuse à invoquer pour justifier l'absence de chauffage.

Aujourd'hui encore l'inspecteur est parfois complètement désarmé alors qu'il peut y avoir danger sérieux et immédiat. Il est bien recommandé de mettre aux échafaudages des garde-corps rigides de 90 centimètres de haut ; mais rigides ne dit pas solides, et, en présence d'un échafaudage qui aura été construit suivant les prescriptions du règlement mais qui, cependant, pourra être pour l'ouvrier une menace de danger, l'inspecteur sera dans l'impossibilité d'agir.

On nous citait le cas d'un industriel qui a l'intention de fermer d'ici peu son usine : les toitures sont en mauvais état, la pluie tombe dans les salles où travaillent les ouvriers, pas de poursuite possible ; ce cas n'est pas prévu à l'article 66 *a* de la loi ni dans les prescriptions réglementaires.

Néanmoins, il ne pouvait être question de supprimer totalement la procédure de la mise en demeure : l'Association pour la protection légale des Travailleurs l'avait bien reconnu, puisque, après en

avoir voté la disparition, elle s'était vu dans l'obligation de la faire renaître. La solution qu'elle préconisait accordant à l'inspecteur une initiative plus grande nous paraît supérieure à celle à laquelle s'est arrêté le législateur.

A notre avis, l'ancien texte de loi devait être complètement remanié.

Le législateur aurait pu se contenter d'indiquer d'une façon générale, très vaguement, les mesures qu'il désirait voir prendre, il aurait pu laisser l'article 66 tel qu'il est actuellement, puis confier à des règlements d'administration publique le soin de préciser tout ce qui devrait être fait en matière d'hygiène et de sécurité. Cette solution que défendait M. Martin dans la séance du Sénat du 4 juillet 1892 (1), si elle avait été acceptée, aurait simplifié l'application de la loi. L'honorable sénateur disait : « Ces mesures, il faut
« qu'elles soient bien précisées. Par qui ? Ce ne peut
« être évidemment par les inspecteurs du Travail, car
« cela nous conduirait à l'arbitraire, à des inégalités
« de région à région et même d'usine à usine. Non,
« ces mesures devront, et préalablement bien entendu,
« être déterminées par le Conseil d'Etat avec la colla-
« boration du comité des Arts et Manufactures. »

Ou bien, on aurait pu indiquer dans la loi que la mise en demeure serait applicable seulement à certains

(1) *Journal officiel* du 5 juillet 1892, pages 673 et suivantes.

cas : gros œuvre, difficultés d'ordre technique ; mais, en laissant aux règlements d'administration publique le soin de déterminer, suivant les circonstances, quels seraient les délais à accorder.

Le pouvoir réglementaire, plus facile à mettre en mouvement que l'appareil législatif, se serait vite adapté aux nécessités, il aurait tenu compte rapidement des améliorations que, chaque année, les inspecteurs demandaient dans leurs rapports. Cette solution paraît d'autant plus désirable si l'on songe qu'il a fallu plus de 20 ans aux Chambres pour donner aux Travailleurs des améliorations qu'ils sollicitaient depuis longtemps et pour tenir compte d'observations justifiées présentées par les inspecteurs au lendemain de l'application de la loi du 12 juin 1893 ; et encore, combien minimes sont les satisfactions accordées et comme elles paraissent données à regret.

Un remède plus énergique qui, à notre avis, serait le meilleur, mais qui, nous en sommes persuadés, ne sera pas employé de longtemps, consisterait à faire confiance aux inspecteurs du Travail.

On laisserait à eux seuls, en dehors de toute réglementation du Conseil d'Etat, le soin de déterminer le temps dans lequel les transformations désirables devraient être accomplies.

S'ils estiment qu'il n'y a pas lieu à mise en demeure, ils dresseront immédiatement procès-verbal ; au magistrat de dire si l'inspecteur a tort, à lui de

différer la poursuite s'il le juge à propos, d'acquitter même si l'inspecteur a été trop zélé ; de cette façon des négligences criminelles d'employeurs n'échapperaient pas à toute condamnation.

Si le délai accordé par l'inspecteur était considéré comme insuffisant par l'industriel, une réclamation serait possible soit auprès du ministre, soit auprès de l'inspecteur divisionnaire, soit auprès d'une commission spéciale technique créée au ministère du Travail pour apprécier les différents cas.

L'inspecteur n'a aucun intérêt à poursuivre inconsiderement, et, constatant par lui-même les dispositions d'un établissement, il est seul susceptible d'apprécier, en connaissance de cause, ce qui peut et doit être fait.

Vu, le Président de la thèse,
RAOUL JAY.

Vu, le doyen,
F. LARNAUDE.

Vu et permis d'imprimer,
Le vice-recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

APPENDICE

1^o Loi du 12 juin 1893, 11 juillet 1903.

ARTICLE 1^{er}. — Sont soumis aux dispositions de la présente loi les manufactures, fabriques, usines, chantiers, ateliers, laboratoires, cuisines, caves et chais, magasins, boutiques, bureaux, entreprises de chargement et de déchargement et leurs dépendances, de quelque nature que ce soit, publics ou privés, laïques ou religieux, même lorsque ces établissements ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance.

Sont seuls exceptés, les établissements où ne sont employés que les membres de la famille, sous l'autorité soit du père, soit de la mère, soit du tuteur.

Néanmoins, si le travail s'y fait à l'aide de chaudière à vapeur ou de moteur mécanique, ou si l'industrie exercée est classée au nombre des établissements dangereux ou insalubres, l'inspecteur aura le droit de prescrire les mesures de sécurité et de salubrité à prendre conformément aux dispositions de la présente loi.

ART. 2. — Les établissements visés à l'article 1^{er} doivent être tenus dans un état constant de propreté et présenter

les conditions d'hygiène et de salubrité nécessaires à la santé du personnel.

Ils doivent être aménagés de manière à garantir la sécurité des travailleurs. Dans tout établissement fonctionnant par des appareils mécaniques, les roues, les courroies, les engrenages ou tout autre organe pouvant offrir une cause de danger seront séparés des ouvriers de telle manière que l'approche n'en soit possible que pour les besoins du service. Les puits, trappes et ouvertures doivent être clôturés.

Les machines, mécanismes, appareils de transmission, outils et engins doivent être installés et tenus dans les meilleures conditions possibles de sécurité.

Les dispositions qui précèdent sont applicables aux théâtres, cirques et autres établissements similaires où il est fait emploi d'appareils mécaniques.

ART. 3. — Des règlements d'administration publique, rendus après avis du Comité consultatif des arts et manufactures, détermineront :

1^o Les mesures générales de protection et de salubrité applicables à tous les établissements assujettis, notamment en ce qui concerne l'éclairage, l'aération ou la ventilation, les eaux potables, les fosses d'aisances, l'évacuation des poussières et vapeurs, les précautions à prendre contre les incendies, le couchage du personnel, etc. ;

2^o Au fur et à mesure des nécessités constatées, les prescriptions particulières relatives soit à certaines professions, soit à certains modes de travail.

Le Comité consultatif d'hygiène publique de France sera appelé à donner son avis en ce qui concerne les règlements généraux prévus sous le n° 1 du présent article.

ART. 4. — Les inspecteurs du travail sont chargés d'assurer l'exécution de la présente loi et des règlements qui y sont prévus ; ils ont entrée dans les établissements spécifiés à l'article 1^{er} et au dernier paragraphe de l'article 2, à l'effet de procéder à la surveillance et aux enquêtes dont ils sont chargés.

Toutefois, pour les établissements de l'Etat dans lesquels l'intérêt de la défense nationale s'oppose à l'introduction d'agents étrangers au service, la sanction de la loi est exclusivement confiée aux agents désignés, à cet effet, par les Ministres de la guerre et de la marine ; la nomenclature de ces établissements sera fixée par règlement d'administration publique.

ART. 5. — Les contraventions sont constatées par les procès-verbaux des inspecteurs, qui font foi jusqu'à preuve contraire.

Les procès-verbaux sont dressés en double exemplaire, dont l'un est envoyé au préfet du département et l'autre envoyé au Parquet.

Les dispositions ci-dessus ne dérogent point aux règles du droit commun quant à la constatation et à la poursuite des infractions commises à la présente loi :

ART. 6. — Toutefois, en ce qui concerne l'application des règlements d'administration publique prévus par l'article 3 ci-dessus, les inspecteurs, avant de dresser procès-

verbal, mettront les chefs d'industrie en demeure de se conformer aux prescriptions dudit règlement.

Cette mise en demeure sera faite par écrit sur le registre de l'usine ; elle sera datée et signée, indiquera les contraventions relevées et fixera un délai à l'expiration duquel ces contraventions devront avoir disparu. Ce délai ne sera jamais inférieur à un mois.

Dans les quinze jours qui suivent cette mise en demeure, le chef d'industrie adresse, s'il le juge convenable, une réclamation au Ministre du commerce et de l'industrie. Ce dernier peut, lorsque l'obéissance à la mise en demeure nécessite des transformations importantes portant sur le gros œuvre de l'usine, après avis conforme du Comité des Arts et Manufactures, accorder à l'industriel un délai dont la durée, dans tous les cas, ne dépassera jamais dix-huit mois.

Notification de la décision est faite à l'industriel dans la forme administrative ; avis en est donné à l'inspecteur.

ART. 7. — Les chefs d'industrie, directeurs, gérants ou préposés, qui auront contrevenu aux dispositions de la présente loi et des règlements d'administration publique relatifs à son exécution, seront poursuivis devant le tribunal de simple police et punis d'une amende de 5 francs à 15 francs. L'amende sera appliquée autant de fois qu'il y aura de contraventions distinctes constatées par le procès-verbal, sans toutefois que le chiffre total des amendes puisse excéder 200 francs.

Le jugement fixera, en outre, le délai dans lequel seront

exécutés les travaux de sécurité et de salubrité imposés par la loi.

Les chefs d'industrie sont civilement responsables des condamnations prononcées contre leurs directeurs, gérants ou préposés.

ART. 8. — Si, après une condamnation prononcée en vertu de l'article précédent, les mesures de sécurité ou de salubrité imposées par la présente loi ou par les règlements d'administration publique n'ont pas été exécutées dans le délai fixé par le jugement qui a prononcé la condamnation, l'affaire est, sur un nouveau procès-verbal, portée devant le tribunal correctionnel, qui peut, après une nouvelle mise en demeure restée sans résultat, ordonner la fermeture de l'établissement.

Le jugement sera susceptible d'appel ; la cour statuera d'urgence.

ART. 9. — En cas de récidive, le contrevenant sera poursuivi devant le tribunal correctionnel et puni d'une amende de 50 à 500 francs, sans que la totalité des amendes puisse excéder 2.000 francs.

Il y a récidive lorsque le contrevenant a été frappé, dans les douze mois qui ont précédé le fait qui est l'objet de la poursuite, d'une première condamnation pour infraction à la présente loi ou aux règlements d'administration publique relatifs à son exécution.

ART. 10. — Les inspecteurs devront fournir, chaque année, des rapports circonstanciés sur l'application de la présente loi dans toute l'étendue de leur circonscription.

Ces rapports mentionneront les accidents dont les ouvriers auront été victimes et leurs causes. Ils contiendront les propositions relatives aux prescriptions nouvelles qui seraient de nature à mieux assurer la sécurité du travail.

Un rapport d'ensemble, résumant ces communications, sera publié tous les ans par les soins du Ministre du commerce et de l'industrie.

ART. 11. — Tout accident ayant causé une blessure à un ou plusieurs ouvriers, survenu dans l'un des établissements mentionnés à l'article 1^{er} et au dernier paragraphe de l'article 2, sera l'objet d'une déclaration par le chef de l'entreprise ou, à son défaut et en son absence, par le préposé.

Cette déclaration contiendra le nom et l'adresse des témoins de l'accident ; elle sera faite dans les quarante-huit heures au maire de la commune, qui en dressera procès-verbal dans la forme à déterminer par un règlement d'administration publique. A cette déclaration sera joint, produit par le patron, un certificat du médecin indiquant l'état du blessé, les suites probables de l'accident et l'époque à laquelle il sera possible d'en connaître le résultat définitif.

Récépissé de la déclaration et du certificat médical sera remis, séance tenante, au déposant. Avis de l'accident est donné immédiatement par le maire à l'inspecteur divisionnaire ou départemental.

ART. 12. — Seront punis d'une amende de 100 à 500 francs et, en cas de récidive, de 500 à 1.000 francs,

tous ceux qui auront mis obstacle à l'accomplissement des devoirs d'un inspecteur.

Les dispositions du Code pénal qui prévoient et répriment les actes de résistance, les outrages et les violences contre les officiers de la police judiciaire sont, en outre, applicables à ceux qui se rendront coupables de faits de même nature à l'égard des inspecteurs.

Les articles 5, 6, 7, 8, 9, 12, §§ 1 et 2, et 14 de la présente loi ne sont pas applicables aux établissements de l'Etat. Un règlement d'administration publique fixera les conditions dans lesquelles seront communiquées, par le Ministre du commerce, aux administrations intéressées, les constatations des inspecteurs du travail dans ces établissements.

ART. 13. — Il n'est rien innové quant à la surveillance des appareils à vapeur.

ART. 14. — L'article 463 du Code pénal est applicable aux condamnations prononcées en vertu de la présente loi.

ART. 15. — Sont et demeureront abrogées toutes les dispositions des lois et règlements contraires à la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

2^o Décret du 10 juillet 1913.

ARTICLE 1^{er}. — Les emplacements affectés au travail

dans les établissements visés par l'article 65 du livre II du Code du Travail et de la Prévoyance sociale, seront tenus en état constant de propreté.

Le sol sera nettoyé à fond au moins une fois par jour avant l'ouverture ou après la clôture du travail, mais jamais pendant le travail.

Ce nettoyage sera fait soit par un lavage, soit à l'aide de brosses ou de linges humides si les conditions de l'exploitation ou la nature du revêtement du sol s'opposent au lavage.

Les murs et les plafonds seront l'objet de fréquents nettoyages.

Les enduits seront refaits toutes les fois qu'il sera nécessaire.

ART. 2. — Dans les locaux où l'on travaille des matières organiques altérables, le sol sera rendu imperméable et toujours bien nivelé, les murs seront recouverts d'un enduit permettant un lavage efficace.

En outre, les murs et le sol seront lavés aussi souvent qu'il sera nécessaire avec une solution désinfectante.

Un lessivage à fond avec la même solution sera fait au moins une fois par an.

Les résidus putrescibles ne devront jamais séjourner dans les locaux affectés au travail et seront enlevés au fur et à mesure, à moins qu'ils ne soient déposés dans des récipients métalliques hermétiquement clos, vidés et lavés au moins une fois par jour.

ART. 3. — L'atmosphère des ateliers et de tous les autres

locaux affectés au travail sera tenue constamment à l'abri de toute émanation provenant d'égouts, fosses, puisards, fosses d'aisances ou de toute autre source d'infection.

Dans les établissements qui déverseront les eaux résiduaires ou de lavage dans un égout public ou privé, toute communication entre l'égout et l'établissement sera munie d'un intercepteur hydraulique.

Cet intercepteur hydraulique sera fréquemment nettoyé et abondamment lavé au moins une fois par jour.

Les éviers seront formés de matériaux imperméables et bien joints ; ils présenteront une pente dans la direction du tuyau d'écoulement et seront aménagés de façon à ne dégager aucune odeur.

Les travaux dans les puits, conduites de gaz, canaux de fumée, fosses d'aisances, cuves ou appareils quelconques pouvant contenir des gaz délétères ne seront entrepris qu'après que l'atmosphère aura été assainie par une ventilation efficace.

ART. 4. — Les cabinets d'aisances seront complètement nettoyés au moins une fois par jour ; ils seront convenablement éclairés.

Ils ne devront pas communiquer directement avec les locaux fermés où le personnel est appelé à séjourner ; ils seront aménagés de manière à ne dégager aucune odeur.

Le sol et les parois seront en matériaux imperméables, les peintures seront d'un ton clair.

Il y aura au moins un cabinet pour cinquante personnes et des urinoirs en nombre suffisant.

Il ne pourra être établi aucun puits absorbant, ni aucune disposition analogue qu'avec l'autorisation de l'administration supérieure et dans les conditions qu'elle aura prescrites.

ART. 5. — Dans les locaux fermés affectés au travail, le cube d'air par personne employée ne pourra être inférieur à 7 mètres cubes.

Le cube d'air sera de 10 mètres au moins par personne employée dans les laboratoires, cuisines, chais ; il en sera de même dans les magasins, boutiques et bureaux ouverts au public.

Un avis affiché dans chaque local de travail indiquera sa capacité en mètres cubes.

Les locaux fermés affectés au travail seront largement aérés et, en hiver, convenablement chauffés.

Ils seront munis de fenêtres ou autres ouvertures à châssis mobiles donnant directement sur le dehors.

L'aération sera suffisante pour empêcher une élévation exagérée de température.

Ces locaux, leurs dépendances et notamment les passages et escaliers seront convenablement éclairés.

Les gardiens de chantiers devront disposer d'un abri et, pendant l'hiver, de moyens de chauffage.

ART. 6. — Les poussières ainsi que les gaz incommodes, insalubres ou toxiques seront évacués directement au dehors des locaux de travail au fur et à mesure de leur production.

Pour les buées, vapeurs, gaz, poussières légères, il sera

installé des hottes avec cheminées d'appel ou tout autre appareil d'élimination efficace.

Pour les poussières déterminées par les meules, les batteurs, les broyeurs et tous autres appareils mécaniques, il sera installé, autour des appareils, des tambours en communication avec une ventilation aspirante énergique.

Pour les gaz lourds, tels que les vapeurs de mercure, de sulfure de carbone, la ventilation aura lieu *per descensum* ; les tables ou appareils de travail seront mis en communication directe avec le ventilateur.

La pulvérisation des matières irritantes et toxiques ou autres opérations telles que le tamisage et l'embarillage de ces matières se feront mécaniquement en appareils clos.

L'air des ateliers sera renouvelé de façon à rester dans l'état de pureté nécessaire à la santé des ouvriers.

ART. 7. — Pour les industries désignées par arrêté ministériel, après avis du Comité consultatif des Arts et Manufactures, les vapeurs, les gaz incommodes et insalubres et les poussières seront condensés ou détruits.

ART. 8. — Il est interdit de laisser les ouvriers et les employés prendre leurs repas dans des locaux affectés au travail.

Toutefois l'autorisation d'y prendre les repas pourra être accordée, en cas de besoin et après enquête, par l'inspecteur divisionnaire, sous les justifications suivantes :

1° Que les opérations effectuées ne comportent pas l'emploi de substances toxiques ;

2° Qu'elles ne donnent lieu à aucun dégagement de gaz incommodes, insalubres ou toxiques, ni de poussières ;

3° Que les autres conditions d'hygiène soient jugées satisfaisantes.

Les patrons mettront à la disposition de leur personnel de l'eau de bonne qualité pour la boisson.

Ils mettront également à sa disposition les moyens d'assurer la propreté individuelle, vestiaire avec lavabos.

ART. 9. — Pendant les interruptions de travail, l'air des locaux sera entièrement renouvelé.

ART. 10. — Les moteurs ne seront accessibles qu'aux ouvriers affectés à leur surveillance.

Les passages entre les machines, mécanismes, outils mus par ces moteurs auront une largeur d'au moins 80 centimètres ; le sol des intervalles sera nivelé.

Les cuves, bassins, réservoirs de liquides corrosifs ou chauds seront pourvus de solides barrières ou garde-corps.

Les ponts volants, passerelles pour le chargement ou le déchargement des navires devront former un tout rigide et être munis de garde-corps des deux côtés.

Les chefs d'établissements, par leurs règlements d'ateliers, interdiront aux ouvriers de coucher sur les fours à plâtre.

ART. 11. — Les monte-charge, ascenseurs, élévateurs seront guidés et disposés de manière que la fermeture du puits à l'entrée des divers étages ou galeries s'effectue automatiquement.

Ils seront disposés de manière que la voie de la cage du monte-charge et des contre-poids soit fermée, et que rien ne puisse tomber du monte-charge, dans le puits.

Pour les monte-charge destinés à transporter le personnel, la charge devra être calculée au tiers de la charge admise pour le transport des marchandises.

Les monte-charge visés par le paragraphe précédent seront pourvus de freins, chapeaux, parachutes ou autres appareils préservateurs.

Les appareils de levage porteront l'indication du maximum de poids qu'ils peuvent soulever.

ART. 12. — Indépendamment des mesures de sécurité prescrites à l'article 66 *a* du livre II du Code du Travail et de la Prévoyance sociale et applicables, en tout cas, aux pièces mobiles de machines, câbles et courroies spécifiés audit article, les autres pièces mobiles de machines, ainsi que les câbles et courroies, dans les cas où ils seraient reconnus dangereux, devront être munis de dispositifs protecteurs.

Les machines-outils à instruments tranchants, tournant à grande vitesse, telles que machines à scier, fraiser, raboter, découper, hacher, les cisailles, coupe-chiffons et autres engins semblables seront disposés de telle sorte que les ouvriers ne puissent, de leur poste de travail, toucher involontairement les instruments tranchants.

On devra prendre autant que possible des dispositions telles qu'aucun ouvrier ne soit habituellement occupé à un travail quelconque dans le plan de rotation ou aux abords

immédiats d'un volant, d'une meule ou de tout autre engin pesant et tournant à grande vitesse.

Toute meule tournant à grande vitesse devra être montée ou enveloppée de telle sorte qu'en cas de rupture, ses fragments soient retenus, soit par les organes de montage, soit par l'enveloppe.

Une inscription très apparente, placée auprès des volants, des meules et de tout autre engin pesant et tournant à grande vitesse, indiquera le nombre de tours par minute qui ne doit pas être dépassé.

ART. 13. — La mise en train et l'arrêt des machines devront être toujours précédés d'un signal convenu.

ART. 14. — L'appareil d'arrêt des machines motrices sera toujours placé sous la main des conducteurs qui dirigent ces machines, et en dehors de la zone dangereuse.

Les contremaîtres ou chefs d'atelier, les conducteurs de machines-outils, métiers, etc., auront à leur portée le moyen de demander l'arrêt des moteurs.

Chaque machine-outil, métier, etc., sera en outre installé et entretenu de manière à pouvoir être isolé par son conducteur de la commande qui l'actionne.

ART. 15. — Des dispositifs de sûreté devront être installés dans la mesure du possible pour le nettoyage et le graissage des transmissions et mécanismes en marche.

En cas de réparation d'un organe mécanique quelconque, son arrêt devra être assuré par un calage convenable de l'embrayage ou du volant ; il en sera de même pour les

opérations de nettoyage qui exigent l'arrêt des organes mécaniques.

ART. 16. a) *Sorties*. — Les portes des ateliers, bureaux et magasins de dépôt, où séjournent plus de dix employés ou ouvriers et, quelle que soit l'importance du personnel, les portes des ateliers, magasins, bureaux où sont manipulées des matières inflammables, celles des magasins de vente, doivent s'ouvrir de dedans en dehors, soit qu'elles assurent la sortie sur les cours, vestibules, couloirs, escaliers et autres dégagements intérieurs, soit qu'elles donnent accès à l'extérieur. Dans ce dernier cas, la mesure n'est obligatoire que lorsqu'elle est jugée indispensable à la sécurité. En cas de différend entre les chefs d'établissement et l'inspection du travail, il est statué par décision du ministre du Travail.

Si les portes s'ouvrent sur un couloir ou un escalier, elles doivent être disposées de façon qu'une fois développées, elles ne soient en saillie sur ce dégagement que de leur épaisseur même.

Les sorties doivent être assez nombreuses pour permettre l'évacuation rapide de l'établissement.

Les sorties doivent être toujours libres et n'être jamais encombrées de marchandises, de matières en dépôt, ni d'objets quelconques.

Dans les établissements importants, des inscriptions bien visibles doivent indiquer le chemin vers la sortie la plus rapprochée.

Ces établissements, s'ils sont éclairés à la lumière élec-

trique, doivent comporter, en même temps, un éclairage de secours.

Dans les ateliers, magasins ou bureaux où sont manipulées des matières inflammables, aucun poste habituel de travail ne doit se trouver à plus de 10 mètres d'une sortie. Les portes de sortie qui ne servent pas habituellement de passages doivent, pendant les périodes de travail, pouvoir s'ouvrir très facilement de l'intérieur et être signalées par la mention « sortie de secours » inscrite en caractères bien visibles.

Dans les ateliers, magasins ou bureaux où sont manipulées des matières inflammables, si les fenêtres sont munies de grilles ou grillages, ces grilles ou grillages doivent pouvoir s'ouvrir très facilement de l'intérieur.

b) *Escaliers.* — Les escaliers desservant les locaux de travail sont construits en matériaux incombustibles, soit en boishourdé de plâtre sur 3 centimètres au moins d'épaisseur, ou protégés par un revêtement d'une efficacité équivalente.

Le nombre de ces escaliers est calculé de manière que l'évacuation de tous les étages d'un corps de bâtiment contenant des ateliers puisse se faire immédiatement.

Tout escalier pouvant servir à assurer la sortie simultanée de vingt personnes au plus doit avoir une largeur minimum de 1 mètre ; cette largeur doit s'accroître de 15 centimètres pour chaque nouveau groupe du personnel employé, variant d'une à cinquante unités.

Une décision du ministre du Travail et de la Prévoyance

sociale, prise après avis du Comité consultatif des Arts et Manufactures, peut toujours, si la sécurité l'exige, prescrire un nombre minimum de deux escaliers.

La largeur minimum des passages ménagés à l'intérieur des pièces et celle des couloirs conduisant aux escaliers doivent être déterminées d'après la règle établie ci-dessus pour les escaliers.

Ces passages et ces couloirs doivent être libres de tout encombrement de meubles, sièges, marchandises ou matériel.

ART. 17. a) *Eclairage et chauffage*. — Il est interdit d'employer, pour l'éclairage et le chauffage, aucun liquide émettant au-dessous de 35 degrés des vapeurs inflammables, à moins que l'appareil contenant le liquide ne soit solidement fixé pendant le travail ; la partie de cet appareil contenant le liquide doit être étanche, de manière à éviter tout suintement du liquide.

Aux heures de présence du personnel, le remplissage des appareils d'éclairage ainsi que des appareils de chauffage à combustible liquide, soit dans les locaux de travail, soit dans les passages ou escaliers servant à la circulation, ne peut se faire qu'à la lumière du jour et à la condition qu'aucun foyer n'y soit allumé.

Les tuyaux de conduite amenant le gaz aux appareils d'éclairage et de chauffage doivent être, soit en métal, soit enveloppés de métal, soit protégés efficacement par une matière incombustible.

Les flammes des appareils d'éclairage ou des appareils

de chauffage portatifs doivent être distantes de toute partie combustible de la construction, du mobilier ou des marchandises en dépôt d'au moins 1 mètre verticalement et d'au moins 30 centimètres latéralement ; des distances moindres pourront être tolérées en cas de nécessité en ce qui concerne les murs et plafonds, moyennant l'interposition d'un écran incombustible qui ne doit pas toucher la paroi à protéger.

Les appareils d'éclairage portatifs doivent avoir un support stable et solide.

Les appareils d'éclairage fixes ou portatifs doivent, si la nécessité en est reconnue, être pourvus d'un verre, d'un globe, d'un réseau de toile métallique ou de tout autre dispositif propre à empêcher la flamme d'entrer en contact avec des matières inflammables.

Tous les liquides inflammables, ainsi que les chiffons et cotons imprégnés de ces substances ou de substances grasses doivent être enfermés dans des récipients métalliques, clos et étanches.

Ces récipients, ainsi que les gazomètres et les récipients pour l'huile, les essences et le pétrole lampant, doivent être placés dans des locaux séparés et jamais au voisinage des passages ou des escaliers.

Dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques, les chefs d'établissements doivent, en outre, se conformer à toutes les prescriptions qui sont ou pourront être édictées par application du paragraphe 2 de l'article 67 du livre II du Code du travail et de la Prévoyance sociale.

b) *Consignes pour le cas d'incendie.* — Les chefs d'établissement doivent prendre les précautions nécessaires pour que tout commencement d'incendie puisse être rapidement et efficacement combattu, dans l'intérêt du sauvetage du personnel.

Une consigne affichée dans chaque local de travail indique le matériel d'extinction et de sauvetage qui doit s'y trouver et les manœuvres à exécuter en cas d'incendie, avec le nom des personnes désignées pour y prendre part.

La consigne doit prescrire des visites et essais périodiques destinés à constater que le matériel est en bon état et que le personnel est préparé à en faire usage.

Cette consigne sera communiquée à l'inspecteur du travail ; le chef d'établissement veillera à son exécution.

ART. 18. — Il est interdit d'admettre des ouvriers et des ouvrières à se tenir près des machines, s'ils ne portent des vêtements ajustés et non flottants.

ART. 19. — Un arrêté ministériel déterminera pour chaque nature de locaux celles des prescriptions du présent décret qui doivent y être affichées.

ART. — 20. Le ministre du Travail et de la Prévoyance sociale peut, par arrêté pris sur le rapport des inspecteurs du travail et après avis du Comité consultatif des Arts et Manufactures, accorder à un établissement dispense permanente ou temporaire de tout ou partie des prescriptions suivantes : article 1^{er} (alinéas 3, 4, 5) ; article 5 (alinéas 2, 5, 6, 7) ; article 9 ; article 10 (alinéa 4) ; article 16 *a* (alinéa 8) ; article 16 *b* alinéa 5) ; dans le cas où il est reconnu

que l'application de ces prescriptions est pratiquement impossible et que l'hygiène et la sécurité des travailleurs sont assurées dans des conditions au moins équivalentes à celles qui sont fixées par le présent décret.

ART. 21. — Le délai minimum prévu à l'article 69 du livre II du Code de Travail et de la Prévoyance sociale pour l'exécution des mises en demeure est fixé :

A un mois pour les mises en demeure fondées sur les dispositions suivantes du présent décret : article 2 (alinéa 1) ; article 3 (alinéa 2) ; article 4 (alinéas 2, 3, 4, 5) ; article 5 alinéas 1, 2, 5) ; article 6 ; article 7 ; article 10 (alinéa 2) ; article 11 (alinéas 1, 2, 4) ; article 12 (alinéa 4) ; article 14 (alinéa 1) ; article 16 *a* (alinéas 3, 6) ; article 16 *b* (alinéas 1, 2, 3, 4, 5).

A quinze jours pour les mises en demeure fondées sur les dispositions suivantes du présent décret : article 1^{er} (alinéa 4) ; article 2) alinéa 3) ; article 3 (alinéa 4) ; article 14 (alinéa 3) ; article 15 (alinéa 1) ; article 16 *a* (alinéas 1, 2, 8) ; article 17 *a* (alinéas 1, 5).

A quatre jours pour les mises en demeure fondées sur les autres dispositions ; toutefois, ce délai minimum sera porté à quinze jours pour les mises en demeure fondées sur les dispositions des articles 3 (alinéa 1) et 12 (alinéas 1, 2) et à un mois pour les mises en demeure fondées sur les dispositions des articles 5 (alinéas 4, 6) et 8 (alinéa 4), lorsque l'exécution de ces mises en demeure comportera la création d'installations nouvelles et non pas seulement l'utilisation d'installations existantes.

Sont maintenus à titre transitoire les délais applicables aux mises en demeure notifiées aux chefs d'établissement avant la publication du présent décret, tels que ces délais ont été antérieurement fixés.

ART. 22. — En exécution des articles 3 et 4 de la loi du 26 novembre 1912, le décret du 29 novembre 1904 et les décrets des 6 août 1905, 22 mars 1906, juillet 1907, 7 décembre 1907, 4 avril 1910 et 2 juin 1911, qui l'ont modifié, cesseront d'être appliqués à partir de la publication du présent décret.

ART. 23. — Le ministre du Travail et de la Prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois*.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
CHAPITRE I. — De la procédure de mise en demeure. . .	15
CHAPITRE II. — Dans quels cas mise en demeure . . .	21
CHAPITRE III. — Critique de la procédure de mise en de- meure.	45
CHAPITRE IV. — Remèdes proposés.	57
CHAPITRE V. — Loi du 31 décembre 1912.	65
CONCLUSION	87
APPENDICE. — 1° Loi du 12 juin 1893. 11 juillet 1903 . .	93
2° Décret du 10 juillet 1913	99

SAINT-AMAND (CHER). — IMPRIMERIE BUSSIÈRE.
